DIGESTORUM SEU PANDECTARUM

LIBER SEXTUS.

DIGESTE OU PANDECTES,

LIVRE SIXIÈME.

TITRE PREMIER.

DE LA REVENDICATION.

1. *Ulpian au liv. 16. sur l'Edit.*

APRÈS avoir parlé de l'action proposée pour réclamer une universalité de biens, on traite de l'action en revendication d'une chose particulière.

1. Cette action réelle et particulière a lieu dans la revendication des choses mobilières, tant animées qu'inanimées, et dans celles des choses immobilières.

2. On ne peut revendiquer par cette action les personnes libres qu'on a sous sa puissance, par exemple, ses enfans. On les réclame par des actions préjudiciables, par des interdits, ou devant le préteur. C'est l'avis de Pomponius, au livre trente-sept; à moins, dit-il, que quelqu'un ne revendique en ajoutant une cause, par exemple, si quelqu'un réclame son fils comme lui appartenant par le droit civil des Romains. Pomponius me paroît, dans ce cas, être d'avis que l'action est régulière; car il dit qu'on peut revendiquer, en ajoutant pour cause que la personne nous appartient par le droit civil propre aux Romains.

3. Non-seulement on revendique par cette action des choses particulières, mais même Pomponius écrit, au livre vingt-cinq des leçons, qu'on peut revendiquer un troupeau de moutons. On doit en dire autant des bestiaux, des chevaux et des autres animaux qui forment des troupeaux. Il suffit même que le troupeau soit au demandeur, quoi-

TITULUS PRIMUS.

DE REI VINDICATIONE.

1. *Ulpianus lib. 16. ad Edictum.*

POST actiones quæ de universitate propositæ sunt, subjicitur actio singularum rerum petitionis.

Continuatio.

§. 1. Quæ specialis in rem actio locum habet in omnibus rebus mobilibus, tam animalibus, quam his quæ anima carent, et in his quæ solo continentur.

De rebus mobilibus vel immobilibus.

§. 2. Per hanc autem actionem liberæ personæ quæ sunt juris nostri, utputà liberi qui sunt in potestate, non petuntur: petuntur igitur, aut præjudiciis, aut interdictis, aut cognitione prætoris: et ita Pomponius libro trigesimoseptimo: *nisi fortè*, inquit, *adjecta causa quis vindicet: si quis ita petit filium suum vel in potestate, ex jure Romano. Videtur mihi et Pomponius consentire, rectè eum egisse: ait enim, adjecta causa ex lege Quiritium, vindicare posse.*

De liberis.

§. 3. Per hanc autem actionem non solum singulæ res vindicabuntur, sed posse etiam gregem vindicari Pomponius libro lectionum vicesimoquinto scribit. Idem et de armento, et de equitio, cæterisque quæ gregatim habentur, dicendum est. Sed enim gregem sufficet ipsum nostrum esse, licet singula capita nostra

De grege.

non sint : grex enim, non singula corpora vindicabuntur.

2. *Paulus lib. 21. ad Edictum.*

Sed si par numerus duorum interfuerit, neuter solidum gregem, sed nec partem dimidiam totius ejus vindicabit. Sed si majorem numerum alter habeat, ut detracto alieno, nihilominus gregem vindicaturus sit; in restitutionem non veniunt aliena capita.

3. *Ulpianus lib. 16. ad Edictum.*

Marcellus libro quarto Digestorum scribit Qui gregem habebat capitum trecentorum, amissis centum redemit totidem capita aliena ab eo qui dominium eorum habebat, vel aliena ab eo qui bona fide ea possidebat : et hæc utique gregis, inquit, vindicatione continebuntur, sed et si ea sola supersint capita, quæ redempta sunt, adhuc eum posse gregem vindicare.

§. 1. Armamenta navis singula erunt vindicauda. Scapha quoque separatim vindicabitur.

§. 2. Pomponius scribit: Si quid, quod ejusdem naturæ est, ita confusum est atque commixtum, ut deduci et separari non possit, non totum, sed pro parte esse vindicandum : utputà meum, et tuum argentum in massam redactum est : erit nobis commune, et unusquisque pro rata ponderis quod in massa habemus, vindicabimus, etsi incertum sit, quantum quisque ponderis in massa habet.

4. *Paulus lib. 21. ad Edictum.*

Quo quidem casu etiam communi dividendo agi poterit. Sed et furti, et ad exhibendum tenebitur, qui dolo malo confundendum id argentum curavit : ita

qu'il renferme des animaux qui ne lui appartiennent pas; parce qu'il revendique un troupeau entier et non chaque animal en particulier.

2. *Paul au liv. 21. sur l'Edit.*

Mais si le troupeau étoit composé d'un nombre égal d'animaux appartenans à deux maîtres, aucun des deux ne pourra revendiquer ni le troupeau entier, ni même la moitié du troupeau; cependant si l'un des deux a un plus grand nombre d'animaux, en sorte qu'en retranchant ceux qui appartiennent à l'autre, il puisse revendiquer le reste comme formant un troupeau, il pourra intenter son action; mais le possesseur, en lui restituant le troupeau, ne lui rendra point les animaux qui ne sont pas à lui.

3. *Ulpien au liv. 16. sur l'Edit.*

Marcellus, au livre quatre du Digeste, rapporte cette décision: Un homme avoit un troupeau de trois cents moutons; il en perdit cent, qu'il remplaça par le même nombre d'autres moutons qu'il acheta du véritable maître ou d'un possesseur de bonne foi; si ce troupeau passe à un autre, ces cent nouveaux moutons seront compris dans la demande qu'il formera de son troupeau, et quand il ne resteroit plus que les cent moutons qui ont été achetés, ils seroient l'objet de la revendication du troupeau.

1. Les agrès d'un vaisseau doivent être revendiqués chacun séparément; il en est de même d'une chaloupe.

2. Pomponius écrit: Si deux choses de même nature, et appartenantes à différens maîtres, sont tellement mêlées et confondues qu'elles ne puissent être distinguées, ni séparées l'une de l'autre, l'un des maîtres ne peut pas revendiquer la totalité, mais seulement une partie; par exemple, si mon lingot d'argent se trouve confondu avec le vôtre et réduit en une même masse, le total deviendra commun entre nous, et chacun intentera son action en revendication à proportion du poids qu'il a dans la masse, quand même on ignorerait quel poids chacun peut y avoir.

4. *Paul au liv. 21. sur l'Edit.*

Il y a aussi lieu dans ce cas à l'action en partage d'une chose commune; mais celui qui auroit mêlé ces deux lingots de mauvaise foi, seroit tenu de l'action du vol, et

De armamentis navis et scaphæ.

De confusione et commixtione.

de l'action en représentation de la chose : de manière que , dans cette dernière action, on doit condamner le défendeur à rendre le prix de la chose ; dans la revendication ou l'action en partage d'une chose commune, celui dont l'argent étoit plus précieux emporte de la masse une plus grande quantité à proportion de la plus value de la chose.

5. *Ulpien au liv. 16. sur l'Edit.*

Le même Pomponius écrit : Si le blé de deux personnes se trouve mêlé sans leur volonté , chacune d'elles a une action en revendication pour la portion qui lui appartient dans le monceau. Si le mélange s'est fait de leur consentement , le monceau sera commun entre elles , et il y aura lieu à l'action en partage d'une chose commune.

1. Il écrit encore : Si on a fait une liqueur avec votre vin et mon miel , quelques-uns ont estimé que la liqueur étoit commune ; néanmoins je pense , comme il le marque aussi lui-même , qu'elle appartient en entier à celui qui a fait le mélange , parce qu'elle ne garde pas sa première nature. Mais si mon plomb est mêlé avec votre argent , comme on peut séparer les deux matières , la masse ne sera point commune entre nous , et il n'y aura pas lieu à l'action en partage de chose commune ; parce que , comme on peut désunir les deux métaux , chacun revendiquera le sien. Cependant , dit-il , si les matières ne pouvoient pas être séparées , par exemple , si l'or étoit mêlé avec du cuivre , il faudroit intenter son action en revendication d'une partie du tout ; on ne pourroit point appliquer alors ce qu'on a dit plus haut sur la liqueur faite avec le miel et le vin , parce que chaque matière , quoique confondue , conserve cependant sa première nature.

2. Le même jurisconsulte écrit , que si votre étalon couvre ma cavale , le poulain qui en naîtra sera à moi et non à vous.

3. Varus et Nerva disoient qu'on pouvoit se servir d'une espèce d'action en revendication pour se conserver un arbre qui , ayant appartenu à un autre , auroit jeté ses racines sur notre terrain ; car , s'il n'avoit point encore pris racine , il ne cesseroit pas d'appartenir à son premier maître.

4. La demande en revendication est régulièrre , lorsqu'on convient du corps revendiqué , quoiqu'on se trompe d'ailleurs.

ut in ad exhibendum actione pretii ratio haberi debeat : in vindicatione vel communi dividundo actione hoc amplius ferat , cujus argentum pretiosius fuerat.

5. *Ulpianus lib. 16. ad Edictum.*

Idem Pomponius scribit : Si frumentum duorum non voluntate eorum confusum sit , competit singulis in rem actio in id , in quantum paret in illo acervo suum cujusque esse. Quod si voluntate eorum commixta sunt , tunc communicata videbuntur , et erit communi dividundo actio.

§. 1. Idem scribit : Si ex melle meo , et vino tuo factum sit mulsum , quosdam existimasse , id quoque communicari : sed puto verius , ut et ipse significat , ejus potius esse qui fecit : quoniam suam speciem pristinam non continet. Sed si plumbum cum argento mixtum sit , quia deduci possit , nec communicabitur , nec communi dividundo agetur , quia separari potest : agetur autem in rem actio. Sed si deduci , inquit , non possit , utputà , si æs et aurum mixtum fuerit , pro parte esse vindicandum : nec quaquam erit dicendum , quod in mulso dictum est : quia utraque materia , etsi confusa , manet tamen.

§. 2. Idem scribit , si equam meam equus tuus prægnantem fecerit , non esse tuum , sed meum , quod natum est.

§. 3. De arbore , quæ in alienum agrum translata coaluit , et radices immisit , Varus et Nerva utilem in rem actionem dabant : nam si nondum coaluit , mea esse non desinet.

§. 4. Cum in rem agatur , si de corpore conveniat , error autem sit in vocabulo , rectè actum esse videtur.

De nato ex equo unius , et ex equa alterius.

De arbore in alienum agrum translata.

De errore in nomine rei petita.

De vocabulo
ambiguo.

§. 5. Si plures sint ejusdem nominis servi, putà plures Erotas, nec apparet de quo actum sit, Pomponius dicit nullam fieri condemnationem.

6. *Paulus lib. 6. ad Edictum.*

De rei petitæ
designatiõe.

Si in rem aliquis agat, debet designare rem: et utrùm totam, an partem, et quòtam petat: appellatio enim rei non genus, sed speciem significat. Octavenus ita definit, quòd infectæ quidem materiæ pondus, signatæ verò numerum, factæ autem speciem dici oportet.

§. 1. Sed et mensura dicenda erit, cùm res mensura continebitur. Et si *vestimenta* nostra esse, vel dari oportere nobis petamus, utrùm numerum eorum dicere debebimus, an et colorem? Et magis est ut utrumque: nam illud inhumanum est, cogi nos dicere, trita sint an nova.

§. 2. Quamvis et in *vasis* occurrat difficultas, utrùm lancem duntaxat dici oporteat, an etiam quadrata, vel rotunda, vel pura, an cælata sint: quæ ipsa in petitionibus quoque adjicere difficile est: nec ita coarctanda res est: licet in petendo homine nomen ejus dici debeat, et utrùm puer, an adolescens sit: utique si plures sint. Sed si nomen ejus ignorem, demonstratione ejus utendum erit: veluti, *qui ex illa hereditate est, qui ex illa natus est*. Item fundum petiturus, nomen ejus, et quo loci sit, dicere debet.

7. *Idem lib. 11. ad Edictum.*

De possessore,
et eo qui se obtulit.

Si is qui obtulit se fundi vindicationi, damnatus est, nihilominus à possessore rectè petitur, sicut Pédius ait.

8. *Idem lib. 12. ad Edictum.*

Si socius et Pomponius libro trigesimosexto pro-

5. Si un possesseur a plusieurs esclaves du même nom, par exemple, plusieurs nommés Eros, et qu'on ne sache pas quel est celui qui est revendiqué, Pomponius dit qu'il ne pourra être condamné.

6. *Paul au liv. 6. sur l'Edit.*

Lorsqu'on intente une action en revendication, on doit désigner la chose, dire si on la demande en tout ou en partie, et quelle partie on demande; car revendiquer une chose, ce n'est pas en demander une de même nature, c'est demander spécialement une telle chose. Octavenus dit à ce sujet, que, dans la revendication d'une matière non façonnée, on doit en exprimer le poids, dans celle d'une matière marquée en dire le compte, et dans celle d'une matière travaillée en faire connaître la qualité.

1. On doit aussi désigner la mesure dans les choses qui peuvent se mesurer; mais si on revendique des habits dont on demande la restitution, doit-on en exprimer le nombre, ou suffit-il d'en désigner la couleur? Il est plus sûr de rendre compte de l'un et de l'autre, car il y auroit de la dureté à obliger de dire s'ils sont vieux ou neufs.

2. Par rapport aux vases, il y a quelque difficulté; suffit-il de dire qu'on revendique un plat? faut-il ajouter qu'il est carré ou rond, gravé ou sans gravure? Il est difficile de pouvoir rendre compte de toutes ces choses, et on ne doit point gêner si rigoureusement les demandes. Cependant, si on revendique un esclave, il faut exprimer son nom, dire s'il est encore dans l'enfance ou s'il a passé l'âge de puberté, en supposant que le possesseur en ait plusieurs. Si le demandeur ignore son nom, il peut se servir de termes qui spécifient l'esclave, par exemple, un esclave qui étoit dans telle succession, qui est né d'une telle. De même celui qui veut revendiquer un fonds, doit en dire le nom et la situation.

7. *Le même au liv. 11. sur l'Edit.*

Quoique le demandeur ait obtenu une condamnation contre celui qui s'est présenté à lui comme possédant la chose revendiquée, rien n'empêche, comme le dit Pédius, qu'il ne forme encore sa demande contre celui qui est véritablement en possession.

8. *Le même au liv. 12. sur l'Edit.*

Pomponius, au livre trente-six, approuve

cette décision : Si j'avois avec vous en commun la moitié d'un fonds, et que vous en fussiez en possession conjointement avec Lucius Titius, je ne dois point former contre vous ma demande à l'effet de me faire rendre par chacun un quart du fonds ; mais je dois seulement actionner Titius, qui n'est aucunement propriétaire, pour me faire rendre par lui la moitié entière qu'il possède. Il en seroit autrement si ces deux possesseurs avoient divisé entr'eux le fonds, et s'étoient assignés à chacun une portion déterminée ; car alors il n'y a point de doute que je ne puisse former ma demande contre chacun d'eux. En effet, toutes les fois que deux personnes possèdent par portions déterminées un fonds qui n'est commun avec l'un d'eux, il est clair que chacun possède quelque chose de ma part ; ce qui fait que celui avec qui le fonds n'est commun, peut lui-même actionner le possesseur étranger pour retirer sur lui le quart du fonds. Cette distinction ne peut avoir lieu ni à l'égard des choses mobilières, ni dans la demande de l'hérédité, parce qu'une chose mobilière et une succession ne peuvent point être possédées par parties divisées.

9. *Ulpian au liv. 16. sur l'Edit.*

Le juge devant qui est portée l'action en revendication, doit examiner si le défendeur est en possession. Peu importe à quel titre il possède, car, dès que j'aurai prouvé ma propriété, tout possesseur doit être condamné à me rendre ; à moins qu'il n'ait quelque fin de non-recevoir à m'opposer. Cependant quelques jurisconsultes, comme Pégase, ont pensé que l'action en revendication ne pouvoit tomber que sur le possesseur d'une chose mobilière ou immobilière, qui auroit droit de se maintenir dans sa possession en vertu de sa possession seule ; mais que celui qui possédoit à titre de dépôt, de prêt, de loyer, celui qui a été envoyé en possession pour la sûreté des legs ou au nom d'un enfant qui n'est pas encore né, ou en matière de dot, ou en cas de refus par le maître d'un édifice de donner caution de réparer le tort que cet édifice pourra causer, ne pouvoient être tenus de l'action en revendication, parce que ces personnes ne possèdent pas. Pour moi, je pense qu'on peut intenter régulièrement son action contre tous ceux qui ont entre les mains la chose

bat : Si ex æquis partibus fundum mihi tecum communem, tu et Lucius Titius possideatis, non ab utrisque quadrantes petere me debere, sed à Titio qui non sit dominus, totum semissem. Aliter atque si certis regionibus possideatis eum fundum: nam tunc sine dubio et à te et à Titio partes fundi petere me debere. Quotiens enim certa loca possidebuntur, necessario in his aliquam partem meam esse: et ideo te quoque à Titio quadrantem petere debere. Quæ distinctio neque in re mobili, neque in hereditatis petitione locum habet: nunquam enim pro diviso possideri potest.

extraneus possideant.

9. *Ulpianus lib. 16. ad Edictum.*

Officium autem iudicis in hac actione in hoc erit, ut iudex inspicat an reus possideat: nec ad rem pertinebit, ex qua causa possideat; ubi enim probavi rem meam esse, necesse habebit possessor restituere, qui non objecit aliquam exceptionem. Quidam tamen, ut Pegasus, eam solam possessionem putaverunt hanc actionem complecti, quæ locum habet in interdicto *uti possidetis*, vel *utrubi*: denique ait, ab eo, apud quem deposita est, vel commodata, vel qui conduxerit, aut qui legatorum servandorum causa, vel dotis, ventrisve nomine in possessione esset, vel cui damni infecti nomine non cavebatur, quia hi omnes non possident, vindicari non posse. Puto autem, ab omnibus qui tenent, et habent restituendi facultatem, peti posse.

Qui possessor res tenentur.

Ubi res petita
restitui debet.

10. *Paulus lib. 21. ad Edictum.*

Si res mobilis petita sit, ubi restitui debeat, scilicet si præsens non sit? Et non malum est, si bonæ fidei possessor sit is, cum quo agitur, aut ibi restitui, ubi res sit, aut ubi agitur: sed sumptibus petitoris, qui extra cibaria in iter vel navigationem faciendi sunt:

11. *Ulpianus lib. 16. ad Edictum.*

Nisi si malit petitor suis impensis et periculo ibi, ubi iudicatur rem restitui: tunc enim de restitutione cum satisfactione cavebitur.

12. *Paulus lib. 21. ad Edictum.*

Si verò malæ fidei sit possessor qui in alio loco eam rem nactus sit, idem statui debet. Si verò ab eo loco, ubi lis contestata est, eam subtractam alio transtulerit, illic restituere debet, undè subtraxit, sumptibus suis.

13. *Ulpianus lib. 16. ad Edictum.*

Si res deteriorata restituatur.

Non solum autem rem restitui, verum et si deterior res fit facta, rationem iudex habere debet. Finge enim debilitatum hominem, vel verberatum, vel vulneratum restitui: utique ratio per iudicem habebitur, quantò deterior sit factus: quanquam et legis Aquiliæ actione conveniri possessor possit. Undè quæritur, an non aliàs iudex æstimare damnum debeat, quàm si remittatur actio legis Aquiliæ? Et Labeo putat, cavere petitozem oportere, lege Aquilia non acturum: quæ sententia vera est.

14. *Paulus lib. 21. ad Edictum.*

Quòd si malit actor potius legis Aquiliæ actione uti, absolvendus est possessor. Itaque electio actori danda est, non ut triplum, sed duplum consequatur.

15.

revendiquée, et qui sont en état de la rendre.

10. *Paul au liv. 21. sur l'Edit.*

En quel lieu doit se faire la restitution d'une chose mobilière revendiquée, si elle n'est pas entre les mains de celui qui la possède? Il faut distinguer si le possesseur est de bonne ou de mauvaise foi; s'il est de bonne foi, il peut rendre la chose dans le lieu de sa situation ou dans celui où elle est demandée, et le demandeur paiera les dépenses qui sont nécessaires pour transporter la chose, excepté celles de la nourriture;

11. *Ulpien au liv. 16. sur l'Edit.*

A moins que le demandeur n'aime mieux que la chose lui soit rendue dans l'endroit du jugement à ses risques, périls et fortune; auquel cas le juge fera donner caution par le possesseur de rendre la chose.

12. *Paul au liv. 21. sur l'Edit.*

Il faut en dire autant du possesseur de mauvaise foi qui a trouvé la chose dans un lieu différent de celui du jugement; mais s'il l'a soustraite du lieu du jugement et fait transporter ailleurs, il doit la rendre à ses frais au lieu même d'où il l'a soustraite.

13. *Ulpien au liv. 16. sur l'Edit.*

Non-seulement le juge doit ordonner la restitution de la chose, mais il doit encore avoir égard à l'état où elle se trouve. Supposons qu'un esclave revendiqué soit représenté dans un état d'affoiblissement, soit par les coups qu'on lui a donnés, soit par les blessures qu'il a reçues, le juge doit avoir égard dans son jugement à la détérioration survenue; quoiqu'on ait d'ailleurs contre le possesseur l'action de la loi Aquilia. C'est aussi la raison qui fait demander si le juge ne doit faire l'estimation du tort que la chose revendiquée a souffert, qu'autant que le demandeur fera remise de cette action que lui donne la loi Aquilia. Labéon pense que le demandeur doit donner caution de ne point tenter cette dernière; et ce sentiment est juste.

14. *Paul au liv. 21. sur l'Edit.*

Si le demandeur aime mieux se réserver l'action de la loi Aquilia, le possesseur doit être absous à cet égard; ainsi le demandeur doit avoir le choix, de sorte qu'il ne puisse avoir

avoir le triple du tort qu'il souffre, mais seulement le double.

15. *Ulpian au liv. 16. sur l'Edit.*

Labeon pense que le demandeur peut aussi intenter l'action d'injures contre le possesseur qui lui rendroit son esclave après l'avoir maltraité avec violence.

1. Si le possesseur a aliéné la chose par nécessité, on pourroit dire que le juge devroit venir à son secours, et ne le condamner qu'à la restitution du prix; comme aussi il ne doit rendre que le prix, lorsqu'il a vendu les fruits perçus dans la crainte qu'ils ne viussent à se corrompre.

2. De même, s'il s'agit de la revendication d'un champ que le prince a donné à ses soldats en payant au possesseur une somme modique, je pense qu'il doit restituer la somme qu'il a reçue.

3. Si on revendique un esclave ou un animal qui est mort sans fraude et sans faute de la part du possesseur, la plupart des jurisconsultes pensent que le prix ne doit point être restitué; mais il est plus juste de dire que si le possesseur a été en demeure de rendre cet esclave ou cet animal au demandeur, qui auroit pu le vendre s'il l'avoit reçu, il sera tenu d'en payer le prix; parce que s'il l'eût rendu, le demandeur l'auroit vendu et auroit profité du prix.

16. *Paul au liv. 21. sur l'Edit.*

Quoique l'esclave revendiqué soit mort, il est toujours nécessaire que le juge prononce à cause des fruits, des enfans qui ont pu en naître qui sont dus au demandeur, et de la stipulation de garantie qui est due au défendeur. Mais le possesseur ne doit point répondre de la mortalité après la contestation en cause.

1. Le possesseur n'est point en faute pour avoir envoyé un vaisseau revendiqué de l'autre côté de la mer dans un temps propre à la navigation, quoique ce vaisseau soit venu à périr; à moins qu'il ne l'ait confié à des hommes hors d'état de le conduire.

17. *Ulpian au liv. 16. sur l'Edit.*

Julien, au livre six du Digeste, écrit: Si j'ai acheté de Titius un esclave qui ne lui appartenait pas, mais qui étoit à Mævius, et qu'ensuite, lorsque Mævius revendiquoit cet esclave sur moi, je l'aie vendu à un autre qui l'a tué, il est juste que j'en rende le prix à Mævius.

Tome I.

15. *Ulpianus lib. 16. ad Edictum.*

Item, si verberatum tradidit, Labeo ait etiam injuriarum competere actionem petitori.

§. 1. Si quis rem ex necessitate distraxit, fortassis huic officio judicis succurretur, ut pretium duntaxat debeat restituere: nam et si fructus perceptos distraxit, ne corrumpantur, æquè non amplius quàm pretium præstabit.

De re distracta ex necessitate.

§. 2. Item, si fortè ager fuit, qui petitus est, et militibus adsignatus est, modico honoris gratia possessori dato, an hoc restituere debeat? et puto præstaturum.

De agro militibus assignato.

§. 3. Si servus petitus, vel animal aliud demortuum sit sine dolo malo, et culpa possessoris, pretium non esse præstandum plerique aiunt. Sed est verius, si fortè distracturus erat petitor, si accepisset, moram passo debere præstari: nam si ei restituisset, distraxisset, et pretium esset lucratus.

De animalis petiti interitu.

16. *Paulus lib. 21. ad Edictum.*

Utique autem, etiam mortuo homine, necessaria est sententia propter fructus, et partus, et stipulationem de evictione: non enim post litem contestatam ulique et fatum possessor præstare debet.

§. 1. Culpa non intelligitur, si navem petitam tempore navigationis trans mare misit, licet ea perierit: nisi si minus idoneis hominibus eam commisit.

Si navis petita perierit.

17. *Ulpianus lib. 16. ad Edictum.*

Julianus libro sexto Digestorum scribit: si hominem, qui Mævii erat, emero à Titio, deindè, cum eum Mævius à me peteret, eundem vendidero, eumque emptor occiderit, æquum esse me pretium Mævio restituere

De interitu rei vend. itæ.

De fructibus,
et omnibus ac-
cessionibus, et
mora.

§. 1. Idem Julianus eodem libro scribit : si moram fecerit in homine reddendo possessor, et homo mortuus sit, et fructuum rationem usque ad rei judicatæ tempus spectandam esse. Idem Julianus ait, non solum fructus, sed etiam omnem causam præstandam : et ideò et partum venire in restitutionem, et partuum fructus. Usque adeò autem et causæ veniunt, ut Julianus libro septimo scribat, si per eum servum possessor adquisierit actionem legis Aquiliæ, restituere cogendum. Quòd si dolo malo ipse possessor desierit possidere, et aliquis hominem injuria occiderit, aut pretium hominis, aut actiones suas præstare cogetur, utrum eorum voluerit actor. Sed et fructus quos ab alio possessore percepit, restituere eum oportet : lucrum enim ex eo homine qui in lite esse cœperit, facere non debet. Sed fructus ejus temporis, quo tempore possessus est ab eo qui evicerit, restituere non debet. Sed quod dicit, de actione legis Aquiliæ procedit, si post litem contestatam suscepit possessor : quia plenum jus incipit habere.

18. *Gaius lib. 7. ad Edictum provinciale.*

Si post acceptum judicium possessor usu hominem cepit, debet eum tradere, eoque nomine *de dolo* cavere : periculum est enim, ne eum vel pigneraverit, vel manumiserit.

19. *Ulpianus lib. 16. ad Edictum.*

Ipsi quoque reo cavendum esse Labeo dicit, *his rebus rectè præstari*, si fortè fundi nomine *damni infecti* cavet.

De re pendente
judicio usucapta.

De cautione
reo præstanda.

1. Le même jurisconsulte écrit au même livre, que si le possesseur est en demeure de rendre un esclave revendiqué sur lui, et que cet esclave soit mort, on doit le condamner à la restitution des fruits jusqu'au jour du jugement. Julien dit encore qu'on doit avoir égard non-seulement aux fruits, mais à tout ce qui dépend de la chose : ce qui fait que les enfans d'une esclave et les fruits qui sont provenus d'eux doivent être restitués. Il est tellement certain que tout ce qui dépend de la chose revendiquée doit être restitué, que Julien écrit, au livre sept, que si le possesseur a acquis par l'esclave le droit d'intenter l'action qui descend de la loi Aquilia, il est obligé de transporter cette action au demandeur. Si le possesseur a abandonné sa possession par mauvaise foi, et qu'un autre ait tué l'esclave, il doit rendre au demandeur le prix de l'esclave ou lui transporter ses actions, au choix du demandeur. Le possesseur doit rendre aussi les fruits qu'il a perçus d'un possesseur intermédiaire sur lequel il a repris la possession ; parce qu'il ne doit tirer aucun profit à l'occasion d'un esclave qui lui est contesté ; mais il n'est point tenu de rendre les fruits du temps où l'esclave a été possédé par un autre qui l'avoit juridiquement dépouillé de sa possession. Ce que Julien dit au sujet du transport de l'action qui descend de la loi Aquilia, doit s'entendre du cas où le possesseur auroit acquis l'esclave par prescription après la contestation, parce qu'alors il commence à avoir un plein droit sur la chose.

18. *Gaius au liv. 7. sur l'Edit provincial.*

Si le possesseur acquiert par la prescription un esclave contesté, après s'être chargé du procès contre le demandeur, il doit le rendre et donner caution d'indemniser le demandeur de tout ce qu'il pourroit souffrir par la suite de son dol ; parce qu'il y a à craindre que ce possesseur, depuis sa prescription, n'ait engagé l'esclave au paiement d'une dette, ou ne l'ait affranchi.

19. *Ulpien au liv. 16. sur l'Edit.*

Labeon pense que le demandeur doit aussi donner caution au possesseur de l'indemniser de tous les engagements auxquels il se seroit soumis à l'occasion de la chose qu'il restitue ; par exemple, s'il avoit donné cau-

tion au voisin de la chose de réparer les torts qu'elle pourroit lui causer.

20. *Gaius au liv. 7. sur l'Édit provincial.*

Le possesseur doit encore rendre au demandeur les acquisitions qu'il a faites par l'esclave contesté après la demande, et qui ne proviennent pas de sa chose; ce qui renferme les successions et les legs qui lui sont parvenus par cet esclave: car il ne suffit pas de rendre le corps contesté, il faut restituer encore tout ce qui en dépend, c'est-à-dire, tout ce que le demandeur auroit eu, si l'esclave lui eût été rendu au temps de sa demande. Ainsi le possesseur doit rendre les enfans de la femme esclave, quoiqu'ils soient nés après que le possesseur a eu acquis leur mère par la prescription qui a été remplie après la demande; auquel cas il faudra, à l'égard des enfans, comme à l'égard de la mère, une tradition de la part du possesseur, et une caution pour assurer le demandeur qu'il ne souffrira rien de sa mauvaise foi.

21. *Paul au liv. 21. sur l'Édit.*

Si un esclave s'enfuit de la maison du possesseur de bonne foi, il faut examiner s'il étoit tellement suspect qu'il dût être gardé étroitement; autrement le possesseur doit être renvoyé absous. Cependant, si le possesseur avoit rempli le temps de la prescription pendant la fuite de l'esclave, il doit transporter ses actions au demandeur, et lui rendre les fruits qu'il en a perçus pendant le temps de sa possession. Mais, si le possesseur n'a pas rempli le temps de la prescription, il doit être renvoyé absous, sans être obligé de promettre au demandeur de poursuivre l'esclave. En effet rien n'empêche le demandeur de le poursuivre lui-même à l'instant, quoique le possesseur le prescrive pendant qu'il est en fuite. Pomponius écrit, au livre trente-neuf sur l'édit, que cela n'est point injuste. Mais si l'esclave étoit suspect et a dû être gardé étroitement, le possesseur doit être condamné à rendre le prix de l'esclave, de manière cependant que s'il l'a prescrit, le demandeur lui transportera ses actions. Julien écrit que dans les cas où le possesseur est absous à cause de la fuite de l'esclave, quoiqu'il ne soit pas obligé de promettre de le poursuivre, il doit cependant promettre que s'il vient à en recouvrer la

20. *Gaius lib. 7. ad Edictum provinciale.*

Præterea restituere debet possessor et quæ post acceptum judicium per eum, non ex re sua adquisivit: in quo hereditates quoque, legataque quæ per eum servum obvenerunt, continentur: nec enim sufficit, corpus ipsum restitui; sed opus est ut et causa rei restituatur: id est, ut omne habeat petitor, quod habiturus foret, si eo tempore quo judicium accipiebatur, restitutus illi homo fuisset. Itaque partus ancillæ restitui debet: quamvis postea editus sit quàm matrem ejus, post acceptum scilicet judicium, possessor usuceperit: quo casu etiam de partu, sicut de matre, et traditio et cautio de dolo necessaria est.

De partu et
omni causa.

21. *Paulus lib. 21. ad Edictum.*

Si à bonæ fidei possessore fugerit servus, requiremus an talis fuerit, ut et custodiri debuisset? nam si integræ opinionis videbatur, ut non debuisset custodiri, absolvendus est possessor: ut tamen si interea eum usuceperat, actionibus suis cedat petitori, et fructus ejus temporis quo possedit, præstet. Quod si nondum eum usuceperat, absolvendum eum sine cautionibus, ut nihil caveat petitori *de persequenda ea re*: quominus enim petitor eam rem persequi potest, quamvis interim, dum in fuga sit, usucipiat? nec iniquum id esse, Pomponius libro trigesimonono ad edictum scribit. Si verò custodiendus fuit, etiam ipsius nomine damnari debet: ut tamen si usu eum non cepit, actor ei actionibus suis cedat. Julianus autem, in his casibus, ubi propter fugam servi possessor absolvitur, etsi non cogitur cavere *de persequenda re*, tamen cavere debere possessorem, si rem nactus fuerit, ut eam restituat. Idque Pomponius libro trigesimoquarto variarum lectionum probat: quod verius est.

Si servus peti-
tus fugerit.

22. *Ulpianus lib. 16. ad Edictum.*

Quòd si dolo possessoris fugerit, dam-
nandum eum, quasi possideret.

23. *Paulus lib. 21. ad Edictum.*

Quibus datur
hæc actio.

In rem actio competit ei qui aut jure
gentium, aut jure civili dominium adquisi-
sit.

De locis sacris
et religiosis.

§. 1. Loca sacra, item religiosa, quasi
nostra, in rem actione peti non possunt.

De rebus ad-
jectis.

§. 2. Si quis rei suæ alienam rem ita
adjecerit, ut pars ejus fieret: veluti, si
quis statuæ suæ brachium aut pedem alie-
num adjeceit, aut scypho ansam vel fun-
dum, vel candelabro sigillum, aut mensæ
pedem, dominum ejus totius rei effici,
verèque statuum suam dicturum, et scy-
phum, plerique rectè dicunt.

De scriptura
et pictura.

§. 3. Sed et id quod in charta mea
scribitur, aut in tabula pingitur, statim
meum fit: licet de pictura quidam contrà
senserint, propter pretium picturæ: sed
necesse est, ei rei cedi, quod sine illa esse
non potest.

De doli excep-
tione.

§. 4. In omnibus igitur istis, in quibus
mea res, per prævalentiam, alienam rem
trahit, meamque efficit, si eam rem vindi-
cem, per exceptionem doli mali cogar
pretium ejus quod accesserit, dare.

De rebus junc-
tis, et rebus
commixtis.

§. 5. Item quæcunque aliis juncta,
sive adjuncta, accessionis loco cedunt, ea
quandiu cohærent, dominus vindicare
non potest: sed ad exhibendum agere
potest, ut separentur, et tunc vindicentur:
scilicet excepto eo quod Cassius de fer-
ruminatione scribit: dicit enim, si statuæ
suæ ferruminatione junctum brachium sit,
unitate majoris partis consumi: et quod
semel alienum factum sit, etiam si inde
abruptum sit, redire ad priorem dominum
non posse. Non idem in eo quod ad-

possession, il le rendra au demandeur. Cette
décision est approuvée par Pomponius au livre
trente-quatre des différentes leçons, et elle
me paroît juste.

22. *Ulpien au liv. 16. sur l'Edit.*

Si l'esclave a pris la fuite par la fraude du
possesseur, il doit être condamné comme s'il
en étoit encore en possession.

23. *Paul au liv. 21. sur l'Edit.*

L'action en revendication appartient à ce-
lui qui a la propriété ou par le droit des
gens, ou par le droit civil.

1. Les lieux sacrés, et ceux qui le sont de-
venus par la sépulture, ne peuvent être re-
vendiqués par personne comme lui appar-
tenans.

2. Si quelqu'un a ajouté la chose d'un
autre à la sienne, de manière qu'elle fasse
partie du tout, par exemple, s'il ajoute à
sa statue un pied ou un bras appartenant à
autrui, une anse ou un fond à sa coupe, des
figures de relief à son chandelier, un pied
à sa table, il devient propriétaire du tout, et
plusieurs pensent qu'il a droit de dire que la
statue ou la coupe est toute entière à lui.

3. Ce qui est écrit sur mon papier, ou
peint sur ma toile, m'est acquis à l'instant,
quoiqu'il y ait des jurisconsultes d'un avis
contraire à l'égard de la peinture, à cause de
l'excellence de l'art; mais, suivant les prin-
cipes, la peinture doit être regardée comme
l'accessoire d'une chose sans laquelle elle ne
peut subsister.

4. Dans tous ces cas où ma chose entraîne
à elle celle d'un autre sur laquelle elle l'em-
porte et la fait passer dans mon domaine,
si je veux revendiquer le tout, le possesseur
me forcera, en m'opposant l'exception de la
mauvaise foi, à lui rendre le prix de ce qui
a été ajouté.

5. De même tout ce qui est ajouté à une
chose est acquis à son maître comme acces-
soire; l'ancien propriétaire ne peut le reven-
diquer tant qu'il est joint à la chose, mais il
a une action pour se le faire représenter à
l'effet de séparer les deux choses, et de pou-
voir ensuite revendiquer la sienne; excepté
cependant le cas que Cassius rapporte de la
soudure. Il dit que si un bras a été joint à
ma statue par soudure, il se trouve comme
absorbé par la plus grande partie; en sorte
qu'étant une fois acquis au maître de la sta-

tue, quand même il viendrait à en être arraché, il ne retourneroit point à son ancien maître. Il n'en est pas de même de deux choses qui ne sont soudées qu'avec du plomb, parce que, dans le premier cas, les deux choses sont soudées avec la matière elle-même, et par conséquent confondues; ce qui n'arrive pas dans le second. Ainsi, dans tous ces cas où l'action en représentation et l'action en revendication ne peuvent avoir lieu, il faut nécessairement donner à celui qui a perdu sa chose une action expositive du fait. Mais lorsqu'un corps est composé de parties séparées l'une de l'autre, chacune conserve sa nature première, comme sont des esclaves, des brebis; ainsi je puis revendiquer un troupeau, quoique votre belier se trouve mêlé parmi mes moutons, et vous pouvez vous-même revendiquer votre belier. Il n'en est pas de même d'un corps dont les parties sont cohérentes; car si vous joignez à ma statue le bras d'une autre statue, vous ne pouvez plus dire que ce bras vous appartient, parce qu'une statue ne peut se concevoir sans toutes ses parties.

6. Des matériaux employés dans la charpente d'un édifice, ne peuvent point être revendiqués par leur ancien maître, à cause de la défense de la loi des douze tables, et on ne peut forcer à les représenter que celui qui les a employés de mauvaise foi. Mais il y a à cet égard l'ancienne action des matériaux de charpente employés dans la construction d'un édifice; cette action qui est au double, descend de la loi des douze tables.

7. De même si on bâtit sur son terrain avec les pierres d'autrui, on pourra revendiquer l'édifice, mais l'ancien maître reprendra ses pierres lorsque l'édifice sera détruit, quand même, lors de la destruction de l'édifice, le possesseur qui étoit de bonne foi, l'auroit acquis par la prescription; car chaque pierre en particulier n'est point prescrite, quoique l'édifice entier le soit.

24. *Gaius au liv. 7. sur l'Édit provincial.*

Celui qui se dispose à revendiquer sa chose doit examiner auparavant, s'il n'a pas quelque action qui puisse lui en faire acquérir la possession, parce qu'il est plus avantageux pour lui de posséder et de forcer son adversaire à former une demande en propriété,

plumbatum sit: quia *ferruminatio per eandem materiam facit confusionem: plumbatura non idem efficit*. Ideoque in omnibus his casibus, in quibus neque ad exhibendum, neque in rem locum habet, in factum actio necessaria est. At in his corporibus quæ ex distantibus corporibus essent, constat singulas partes retinere suam propriam speciem: ut singuli homines, singulæ oves: ideoque posse me gregem vindicare, quamvis aries tuus sit immixtus: sed et te arietem vindicare posse. Quod non idem in cohærentibus corporibus eveniret: nam si statuæ meæ brachium alienæ statuæ addideris, non posse dici brachium tuum esse: quia tota statua uno spiritu continetur.

§. 6. *Tignum alienum ædibus junctum, nec vindicari potest, propter legem duodecim tabularum, nec eo nomine ad exhibendum agi, nisi adversus eum qui sciens alienum junxit ædibus: sed est actio antiqua de tigno juncto, quæ in duplum ex lege duodecim tabularum descendit.*

De tigno juncto.

§. 7. *Item si quis ex alienis cæmentis in solo suo ædificaverit, domum quidem vindicare poterit, cæmenta autem resoluta prior dominus vindicabit: etiamsi post tempus usucapionis dissolutum sit ædificium, postquam à bonæ fidei emptore possessum sit: nec enim singula cæmenta usucapiuntur, si domus per temporis spatium nostra fiat.*

24. *Gaius lib. 7. ad Edictum provinciale.*

Is qui destinavit rem petere, animadvertere debet, an aliquo interdicto possit naucisci possessionem: quia longè commodius est, ipsum possidere, et adversarium ad onera petitoris compellere, quam alio possidente petere.

Collatio iudicii petitoris et possessorii.

25. *Ulpianus lib. 70. ad Edictum.*

De eo qui se obtulit.

Is qui se obtulit rei defensionis sine causa, cum non possideret, nec dolo fecisset quominus possideret, si actor ignoret, non est absolvendus, ut Marcellus ait; quæ sententia vera est: sed hoc post litem contestatam. Cæterum antè judicium acceptum non decipit actorem, qui se negat possidere, cum verè non possideret: nec videtur se liti obtulisse, qui discessit.

26. *Paulus lib. 2. ad Plautium.*

Nam si actor scit, tunc is non ab alio, sed à se decipitur: et ideò reus absolvitur.

27. *Idem lib. 21. ad Edictum.*

Sin autem, cum à Titio petere vellem, aliquis dixerit, *se possidere*, et ideò liti se obtulit, et hoc ipsum in re agenda testatione probavero, omnimodò condemnandus est.

Quo tempore possessio spectatur. De fructibus.

§. 1. Possidere autem aliquis debet, utique et liti contestatæ tempore, et quo res judicatur. Quòd si liti contestationis tempore possedit, cum autem res judicatur, sine dolo malo amisit possessionem, absolvendus est possessor. Item si liti contestatæ tempore non possedit, quo autem judicatur possidet, probanda est Proculi sententia, ut omnimodò condemnetur. Ergo et fructuum nomine, ex quo cœpit possidere, damnabitur.

De homine deteriorato, deinde ex alia causa mortuo.

§. 2. Si homo petitus, dolo possessoris deterioratus sit, deinde, sine culpa ejus, ex alia causa mortuus sit, æstimatio non fiet ejus, quòd deteriorem eum fecerat: quia nihil interest petitoris. Sed hæc, quantum ad in rem actionem: legis autem Aquiliæ actio durat.

que de former lui-même cette demande lorsqu'un autre est en possession.

25. *Ulpian au liv. 70. sur l'Edit.*

Lorsqu'on s'est porté défendeur contre une action en revendication, sans aucune raison, sans être en possession et sans avoir cessé de posséder de mauvaise foi, on ne peut être absous si le demandeur a agi de bonne foi et sans connoissance de la non-possession du défendeur: c'est le sentiment de Marcellus qui est vrai. Néanmoins cela ne doit s'entendre que du cas où on n'oppose la non-possession qu'après la contestation; mais si le défendeur, avant d'entreprendre le jugement, nie qu'il soit en possession, il ne trompe point le demandeur, puisque véritablement il ne possède pas; et on ne peut pas dire qu'il se soit présenté en justice pour défendre contre le demandeur, puisqu'il cherchoit au contraire à s'en éloigner.

26. *Paul au liv. 2. sur Plautius.*

Car si le demandeur sait que le défendeur n'est pas en possession, et qu'il persévère dans sa demande, personne ne le trompe; il s'abuse lui-même, et le défendeur doit être absous.

27. *Le même au liv. 21. sur l'Edit.*

Si quelqu'un, pour me détourner d'intenter mon action contre Titius, s'est présenté à moi comme possesseur, et que je puisse le prouver en jugement par témoins, il doit être absolument condamné.

1. Il faut que le défendeur soit en possession au temps de la contestation de la cause et au temps du jugement. S'il étoit en possession au temps de la contestation, et qu'au temps du jugement il ait cessé de posséder sans mauvaise foi de sa part, il doit être absous. Réciproquement, je crois qu'il doit être condamné, suivant l'avis de Proculus, si, ne possédant pas au temps de la contestation, il tient la chose au temps du jugement. Ainsi il sera condamné à la restitution des fruits du jour où sa possession aura commencé.

2. Si l'esclave revendiqué est devenu d'une moindre valeur par la mauvaise foi du possesseur, et qu'ensuite il soit mort sans sa faute par une cause étrangère, on ne fera point l'estimation de la détérioration arrivée par le fait du possesseur, parce que le demandeur n'a plus d'intérêt: ce qui est vrai quant à la revendication, mais il reste au demandeur l'action de la loi Aquilia.

3. Celui qui, avant la contestation, a cessé de posséder par sa mauvaise foi, est tenu de la revendication. C'est ce qu'on peut recueillir d'un sénatus-consulte dont nous avons parlé, qui décide que la demande en hérédité renferme la réparation des torts causés par la mauvaise foi antérieure; car, puisque le dol antérieur entre dans l'action en demande d'hérédité, il n'est point absurde d'étendre cette disposition à la revendication particulière.

4. Si quelqu'un possède par son fils ou par son esclave qui se trouve absent au temps du jugement, et sans qu'on puisse lui en imputer la faute, le juge doit accorder un délai, ou faire donner caution qu'on rendra la chose.

5. Si le possesseur a fait quelque dépense sur la chose revendiquée avant la contestation, il s'en fera tenir compte en opposant l'exception de la mauvaise foi, si le demandeur s'obstine à revendiquer sa chose, sans vouloir tenir compte des dépenses. Il en est de même si le possesseur a défendu en justice l'esclave réclamé pour quelque dommage qu'il avoit causé, et qu'ayant été condamné, il ait payé une somme, ou s'il a bâti une maison sur un terrain qu'il ignoroit être au demandeur, à moins que celui-ci ne lui permette de démolir l'édifice. Les jurisconsultes ont été d'avis que le juge qui connoît de la restitution de la dot, doit observer la même chose dans le cas où le mari auroit bâti sur un terrain donné à sa femme. Mais si le possesseur demandoit les dépenses qu'il a faites pour l'éducation d'un jeune esclave, Proculus pense qu'il n'en seroit pas de même, parce que le demandeur ne doit point être privé de son esclave, et qu'on ne peut pas retirer l'éducation, comme dans l'exemple du terrain sur lequel on a bâti.

28. *Gaius au liv. 7. sur l'Edit provincial.*

Par exemple, si le possesseur avoit fait instruire ce jeune esclave dans l'art de la peinture, ou s'il lui avoit fait apprendre à copier les livres, le juge ne devra point avoir égard à ces dépenses;

29. *Pomponius au liv. 21. sur Quintus Mucius.*

A moins que le demandeur ne soit dans la disposition de vendre cet esclave, auquel cas il en tireroit un prix plus considérable à cause de son talent;

§. 3. Sed et is qui antè litem contestatam dolo desiit rem possidere, tenetur in rem actione: idque ex senatusconsulto colligi potest, quo cautum est (ut diximus) *ut dolus præteritus in hereditatis petitionem veniat: cum enim in hereditatis petitione, quæ et ipsa in rem est, dolus præteritus fertur, non est absurdum, per consequentias, et in speciali in rem actione dolum præteritum deduci.*

De eo qui dolo desiit possidere.

§. 4. Si per filium, aut per servum pater, vel dominus possideat, et is sine culpa patris, dominive, rei judicandæ tempore absit; vel tempus daudum, vel cavendum est de possessione restituenda.

De absentia ejus, per quem possidetur.

§. 5. In rem petitam si possessor antè litem contestatam sumptus fecit, per doli mali exceptionem ratio eorum haberi debet, si perseveret actor petere rem suam, non redditis sumptibus. Idem est etiam, si noxali judicio servum defendit, et damnatus præstitit pecuniam: aut in area quæ fuit petitoris, per errorem insulam ædificavit: nisi tamen paratus sit petitor pati tollere eum ædificium. Quod et in area uxori donata per judicem qui de dote cognoscit faciendum dixerunt. Sed si puerum meum, cum possideres, erudisses, non idem observandum Proculus existimat; quia neque carere servo meo debeam, nec potest remedium idem adhiberi, quod in area diximus.

De sumptibus à possessore factis.

28. *Gaius lib. 7. ad Edictum provinciale.*

Fortè quòd pictorem aut librarium docueris, dicitur non aliter officio judicis æstimationem haberi posse:

29. *Pomponius lib. 21. ad Quintum Mucium.*

Nisi si venalem eum habeas, et plus ex pretio ejus consecuturus sis propter artificium:

30. *Gaius lib. 7. ad Edictum provinciale.*

Aut si antè denunciatum sit actori, ut impensam solveret, et eo dissimulante posita sit doli mali exceptio.

30. *Gaius au livre 7. sur l'Édit provinciale.*

On à moins que le possesseur n'ait sommé le demandeur de lui rendre ses dépenses, et que celui-ci, cherchant à éluder, le possesseur ne lui ait opposé l'exception de la mauvaise foi.

31. *Paulus lib. 21. ad Edictum.*

De fructibus
servi petiti, et
impensis in euni
factis.

Cæterum, cum de fructibus servi petiti quaeritur, non tantum pubertas ejus spectanda est, quia etiam impuberis aliquæ operæ esse possunt: improbè tamen desiderabit petitor fructus aestimari, qui ex artificio ejus percipi potuerunt, quod artificium sumptibus possessoris didicit.

31. *Paul au liv. 21. sur l'Édit.*

Au reste, quand on demande la restitution des fruits à l'occasion d'un esclave qu'on revendique, il ne faut pas considérer seulement le temps de la puberté; car on peut tirer quelques services d'un esclave impubère. Cependant le demandeur auroit tort d'exiger les fruits que le possesseur a recueillis du talent qu'il a procuré à l'esclave, puisqu'il a acquis ce talent aux dépens du possesseur.

32. *Modestinus lib. 8. Differentiarum.*

Quod si artificem fecerit, post vicessimquintum annum ejus qui artificium consecutus est, impensæ factæ poterunt pensari.

32. *Modestinus au liv. 8. des Différences.*

Si le possesseur d'un esclave lui a procuré quelque talent, on pourra compenser les dépenses lorsque l'esclave aura atteint l'âge de vingt-cinq ans.

33. *Paulus lib. 21. ad Edictum.*

De fructibus.

Fructus non modò percepti, sed et qui percipi honestè potuerunt, aestimandi sunt: et ideò si dolo, aut culpa possessoris, res petita perierit, veriorè putat Pomponius Trebatii opinionem, putantis eousquè fructuum rationem habendam, quousquè haberetur, si non periisset; id est, ad rei judicandæ tempus: quod et Juliano placet. Hac ratione, si nudæ proprietatis dominus petierit, et inter moras ususfructus amissus sit, ex eo tempore quo ad proprietatem ususfructus reversus est, ratio fructuum habetur.

33. *Paul au liv. 21. sur l'Édit.*

On doit faire entrer dans l'estimation des fruits, non-seulement ceux qui ont été perçus, mais même ceux qui ont pu l'être honnêtement. Ainsi si la chose revendiquée et périè par la mauvaise foi ou simplement par la faute du possesseur, Pomponius approuve le sentiment de Trebatius, qui pensoit qu'on devoit faire l'estimation des fruits jusqu'au temps où le possesseur auroit tenu la chose si elle n'étoit pas périè, c'est-à-dire, jusqu'au jour du jugement. C'est aussi l'avis de Julien. Par cette raison, si le demandeur en revendication n'a que la nue propriété, et que l'usufruit se soit éteint pendant le procès, les fruits lui seront dus du jour que l'usufruit a cessé pour se réunir à la propriété.

34. *Julianus lib. 7. Digestorum.*

Idem est, et si per alluvionem pars fundo accesserit.

34. *Julien au liv. 7. du Digeste.*

Il en est de même dans le cas de l'augmentation arrivée à un fonds par l'alluvion.

35. *Paulus lib. 21. ad Edictum.*

Et ex diverso, si petitor lite contestata usumfructum legaverit, ex eo tempore ex quo discessit à proprietate, fructuum rationem non habendam, quidam rectè putant.

35. *Paul au liv. 21. sur l'Édit.*

Par la raison contraire, si, pendant le temps du procès, le demandeur a légué l'usufruit, quelques-uns pensent avec raison que le possesseur n'est point tenu des fruits envers ses héritiers, du jour que l'usufruit a été séparé de la propriété.

1. Si le demandeur revendique un fonds qui n'est pas à lui, et que le juge ait prononcé qu'il lui appartenait, le possesseur doit aussi être condamné à la restitution des fruits : car l'erreur qui a déterminé le juge à prononcer sur la propriété, doit aussi le régler sur la restitution des fruits ; autrement le possesseur qui a succombé profiterait des fruits, et le juge, comme le dit Mauricianus, ne déciderait pas véritablement que la chose est au demandeur. En effet, pourquoi donner au possesseur ce qu'il n'aurait point eu s'il eût restitué la chose à l'instant ?

2. Le demandeur n'est point obligé de donner au possesseur la caution d'indemnité à l'occasion d'une chose dont il n'a reçu que le prix. C'est au possesseur à s'imputer de n'avoir point rendu la chose en nature.

3. Il est certain qu'on peut revendiquer une portion même dans une chose qui ne peut être divisée sans périr.

36. *Gaius au liv. 7. sur l'Edit provincial.*

Quand on veut intenter avec succès l'action en revendication, on doit surtout examiner si celui qu'on attaque est en possession, ou s'il n'a cessé de posséder que par sa mauvaise foi.

1. Le possesseur actionné en revendication est condamné même à l'égard des détériorations qui sont arrivées simplement par sa faute. Un possesseur est coupable au moins par sa faute, quand il a envoyé un esclave par des passages qui n'étoient pas sûrs, et que l'esclave y a péri ; ou quand il a souffert qu'un esclave revendiqué sur lui fût choisi pour les combats publics dans lesquels il a perdu la vie. Il en est de même de celui qui ne garde pas étroitement un esclave revendiqué sur lui, et qui est sujet à s'enfuir, et de celui qui a mis en mer un vaisseau dans un temps qui n'étoit pas favorable, si le vaisseau a fait naufrage.

37. *Ulpian au liv. 17. sur l'Edit.*

Julien, au livre huit du Digeste, rapporte cette espèce : Si j'ai bâti, dit-il, sur le terrain d'un autre dont j'étois dans l'origine acquéreur de bonne foi, mais dans le temps où j'ai eu connoissance que le terrain étoit à un autre, il faut examiner si

Tomé I.

§. 1. Ubi autem alienum fundum petiti, et iudex sententia declaravit *meum esse*, debet etiam de fructibus possessionem condemnare : eodem enim errore et de fructibus condemnaturum : non debere enim lucro possessoris cedere fructus, cum victus sit : alioquin, ut Mauricianus ait, nec rem arbitrabitur iudex *mihî restitui*, et quare habeat, quod non esset habiturus possessor, si statim possessionem restituisset ?

§. 2. Petitor possessori de evicione cavere non cogitur rei nomine, cujus æstimationem accepit : sibi enim possessor imputare debet, qui non restituit rem.

Si possessor rei æstimationem solvat.

§. 3. Eorum quoque, quæ sine interitu dividi non possunt, partem potere posse constat.

De petitione partis.

36. *Gaius lib. 7. ad Edictum provinciale.*

Qui petitorio iudicio utitur, ne frustra experiatur, requirere debet an is cum quo instituat actionem, *possessor sit, vel dolo desit possidere*.

Qui tenentur hac actione.

§. 1. Qui in rem convenitur, etiam culpæ nomine condemnatur. Culpæ autem reus est possessor qui per insidiosa servum misit, si is periit : et qui servum à se petivum, in arena esse concessit, et is mortuus sit : sed et qui fugitivum à se petivum non custodit, si is fugit : et qui navem à se petitam adverso tempore navigatum misit, si ea naufragio precepta est.

De culpa possessoris.

37. *Ulpianus lib. 17. ad Edictum.*

Julianus libro octavo Digestorum scribit : Si in aliena area ædificassem, cujus bonæ fidei quidem emptor fui, verum eo tempore ædificavi, quo jam sciebam alienam, videamus an nihil mihi exceptio prosit : nisi forte quis dicat, prodesse de

De eo qui in aliena area ædificavit.

damno sollicito. Puto autem huic exceptionem non prodesse : nec enim debuit, jam alienam certus, ædificium ponere : sed hoc ei concedendum est, ut sine dispendio domini aræ tollat ædificium quod posuit.

38. *Celsus lib. 3. Digestorum.*

In fundo alieno quem imprudens emeras, ædificasti, aut consevesti; deinde evincitur : bonus judex variè ex personis, causisque constituet. Finge et dominum eadem facturum fuisse; reddat impensam, ut fundum recipiat, usque eo duntaxat, quo pretiosior factus est : et si plus pretio fundi accessit, solum quod impensum est. Finge pauperem, qui si reddere id cogatur, laribus, sepulchris avitis carendum habeat ; sufficit tibi permitti tollere ex his rebus quæ possis : dum ita, ne deterior sit fundus quàm si initio non foret ædificatum. Constituimus verò, ut si paratus est dominus tantum dare, quantum habiturus est possessor, his rebus ablatis, fiat ei potestas. Neque malitiis indulgendum est : si tectorium, pulà, quod induxeris, picturasque corradere velis, nihil laturus, nisi ut officias. Finge eam personam esse domini, quæ receptum fundum mox venditura sit : nisi reddat quantum prima parte reddi oportere diximus, eo deducto, tu condemnandus es.

39. *Ulpianus lib. 17. ad Edictum.*

Redemptores qui suis cæmentis ædificant, statim cæmenta faciunt eorum in quorum solo ædificant.

je puis opposer l'exception au propriétaire qui revendique son fonds. On dira que cette exception doit m'être utile, par la raison que je cherche à ne pas perdre le prix que j'ai donné du terrain. Néanmoins je pense que le défendeur ne pourra point opposer cette exception, parce qu'il n'a pas dû bâtir sur un terrain qu'il savoit n'être pas à lui ; mais on doit lui accorder la faculté de démolir l'édifice, s'il peut le faire sans porter préjudice au propriétaire du terrain.

38. *Celse au liv. 3. du Digeste.*

Un particulier a bâti ou semé sur le terrain d'un autre qu'il avoit acheté de bonne foi ; ensuite le terrain est revendiqué par le propriétaire. Un juge équitable se décidera différemment suivant les personnes et les circonstances. Supposez, par exemple, que le propriétaire eût fait la même chose que le possesseur, il doit rendre les dépenses s'il veut recevoir son terrain, au moins jusqu'à concurrence de l'augmentation qui est survenue à son terrain ; et si le possesseur a fait plus de dépense que le terrain lui-même ne valoit, il suffira que le demandeur lui rende sa dépense réelle : par exemple, si le propriétaire étoit pauvre, en sorte que, pour rendre ces dépenses, il se vît privé de la demeure et de la sépulture de ses ancêtres, alors il doit suffire au demandeur qu'on lui permette d'ôter ce qu'il pourra, pourvu que le terrain n'en souffre pas, et ne soit pas de moindre valeur qu'il n'étoit avant qu'on y eût bâti. Il est aussi décidé que si le propriétaire est prêt à rendre au possesseur la somme qu'il pourroit retirer en emportant ce qu'il a ajouté au terrain, il est le maître de le faire. On ne doit pas favoriser en pareille matière la malignité d'un possesseur qui voudra, par exemple, enlever des peintures dont il aura orné les murs, et qui n'y doit gagner autre chose que le plaisir de faire gratuitement le mal. Mais si vous supposez que le maître est prêt à vendre son fonds aussitôt qu'il l'aura reçu, il doit rendre ces dépenses ; s'il le refuse, le possesseur ne sera condamné à lui restituer sa chose qu'après les avoir déduites.

39. *Ulpian au liv. 17. sur l'Edit.*

Les entrepreneurs de bâtimens qui bâtissent avec leurs matériaux, les font passer à l'instant dans le domaine de ceux sur le terrain desquels ils bâtissent.

De sumptibus
à possessore fac-
tis.

De redempte-
ribus qui suis
cæmentis ædifi-
cant.

1. Julien écrit avec raison, au livre douze du Digeste, qu'une femme qui a engagé un bien dans l'intention de s'obliger pour un autre, peut le revendiquer même sur celui qui l'auroit acheté du créancier ;

40. *Gaius au liv. 7. sur l'Edit provincial.*

Parce que le créancier a vendu un gage qui étoit nul.

41. *Ulpien au liv. 17. sur l'Edit.*

Si quelqu'un achète une chose sous la condition que la vente sera résolue dans le cas où un autre en offrira un prix plus considérable, il ne peut plus revendiquer la chose achetée après l'événement de la condition. De même, si on a fixé un temps à l'acheteur dans lequel la vente doit être résolue en cas d'offre d'un prix plus considérable, il peut la revendiquer tant que les offres n'ont pas été faites : après les offres il ne le peut plus.

1. Si j'ai acheté et reçu un bien d'un fils de famille ou d'un esclave qui avoit la libre administration de son pécule, je puis le revendiquer sur quiconque le possède. Il en faut dire autant dans le cas où l'esclave livre la chose de son maître de son consentement ; de même que j'ai action quand la chose m'est vendue et livrée par un fondé de procuration.

42. *Paul au liv. 26. sur l'Edit.*

Lorsque l'action réelle a été intentée contre un possesseur, son héritier doit être renvoyé de la demande s'il ne possède pas ; cependant il y aura lieu à une condamnation contre lui à l'égard des pertes survenues par la mauvaise foi du défunt auquel il succède.

43. *Idem au liv. 27. sur l'Edit.*

Ce qui est joint et adhère aux endroits religieux devient religieux : c'est ce qui fait qu'on ne peut pas revendiquer les pierres qui ont servi à un édifice de cette nature, même lorsqu'elles en sont séparées ; mais le demandeur a une action en vertu de laquelle le fait étant exposé au juge, celui qui les a employées est condamné à les rendre. Néanmoins, si on a employé des pierres appartenantes à autrui sans la volonté du maître, et qu'elles aient été séparées du monument avant sa parfaite construction pour être placées ailleurs, le maître pourra les

§. 1. Julianus rectè scribit, libro duodecimo Digestorum, mulierem quæ intercedens fundum pignori dedit, quamvis à creditore distractum, posse in rem actione petere :

Si mulier intercedens, pignus dederit.

40. *Gaius lib. 7. ad Edictum provinciale.*

Quia nullum pignus creditor vendidisse videtur.

41. *Ulpianus lib. 17. ad Edictum.*

Si quis hac lege emerit, ut si alius meliorem conditionem attulerit, recedatur ab emptione, post allatam conditionem, jam non potest in rem actione uti. Sed et si cui in diem addictus sit fundus, antequàm adjectio sit facta, uti in rem actione potest, postea non poterit.

Utrum emptori hæc actio detur.

§. 1. Si servus mihi, vel filiusfamilias fundum vendidit, et tradidit, habens liberam peculii administrationem, in rem actione uti potero. Sed et si domini voluntate, domini rem tradat, idem erit dicendum : quemadmodum cum procurator voluntate domini vendidit, vel tradidit, in rem actionem mihi præstabit.

42. *Paulus lib. 26. ad Edictum.*

Si in rem actum sit, quamvis heres possessoris, si non possideat, absolvatur, tamen, si quid ex persona defuncti commissum sit, omnimodò in damnationem veniet.

De herede possessoris.

43. *Idem lib. 27. ad Edictum.*

Quæ religiosis adhærent, religiosa sunt et idcirco, nec lapides inædificati, postquam remoti sunt, vindicari possunt : in factum autem actione petitori extra ordinem subvenitur, ut is qui hoc fecit, restituere eos compellatur. Sed si alieni, sine voluntate domini, inædificati fuerint, et nondum facto monumento, in hoc detracti erunt, ut alibi reponerentur, poterunt à domino vindicari : Quòd si in hoc detracti erunt, ut reponerentur, similiter dominum eos repetere posse constat.

De his quæ religiosis adhærent.

De fructibus
pendentibus.

44. *Gaius lib. 29. ad Edictum provinciale.*
Fructus pendentes pars fundi videntur.

De cautionibus
à possessore præstan-
dis.

45. *Ulpianus lib. 68. ad Edictum.*
Si homo sit qui post conventionem restituitur, si quidem à bonæ fidei possessore, puto cavendum esse de dolo solo debere: cæteros, etiam de culpa sua: inter quos erit, et bonæ fidei possessor post litem contestatam.

De l'is æstimati-
onno.

46. *Paulus lib. 10. ad Sabinum.*
Ejus rei quæ per in rem actionem petita, tantum æstimata est, quanti in litem actor juraverit, dominium statim ad possessorem pertinet: transegisse enim cum eo et decidisse videor eo pretio quod ipse constituit.

47. *Idem lib. 17. ad Plautium.*

Hæc, si res præsens sit: si absens, tunc cum possessionem ejus possessor nactus sit ex voluntate actoris: et ideò non est alienum, non aliter litem æstimari à judice, quàm si caverit actor, quod per se non fiat, possessionem ejus rei non traditum iri.

De sumptibus
à possessore factis,
et de fructibus.

48. *Papinianus lib. 2. Responsorum.*
Sumptus in prædium quod alienum esse apparuit, à bona fide possessore facti, neque ab eo qui prædium donavit, neque à domino peti possunt: verum exceptione doli posita, per officium judicis æquitatis ratione servantur: scilicet si fructuum antè litem contestatam perceptorum summam excedant: etenim, admissa compensatione, superfluum sumptuum, meliore prædio facto, dominus restituere cogitur.

revendiquer; si même elles avoient été séparées du monument pour y être employées de nouveau, le maître seroit pareillement admis à les revendiquer.

44. *Gaius au liv. 29. sur l'Edit provincial.*

Les fruits pendans par racines sont censés faire partie du fonds.

45. *Ulpien au liv. 68. sur l'Edit.*

Lorsqu'un esclave revendiqué est rendu, je pense que le possesseur de bonne foi doit donner caution seulement de réparer le dommage causé par sa mauvaise foi; mais les autres possesseurs doivent en faire de même à l'égard des dommages causés par une simple faute de leur part. Le possesseur de bonne foi doit être rangé dans cette dernière classe après la contestation en cause.

46. *Paul au liv. 10. sur Sabin.*

Lorsque le possesseur a rendu au demandeur l'estimation de la chose revendiquée, suivant l'affirmation faite en justice, le domaine de la chose lui est acquis à l'instant, parce qu'il y a une espèce de transaction, et la contestation est terminée au prix fixé par le demandeur lui-même.

47. *Le même au liv. 17. sur Plautius.*

Tout ce que nous venons de dire est relatif aux choses qui se trouvent dans le lieu où elles sont revendiquées; si la chose est ailleurs, elle devra être rendue au demandeur dès le moment que le défendeur en aura recouvré la possession. Ainsi on peut dire qu'alors le juge ne condamnera le possesseur à donner l'estimation au demandeur, qu'autant que celui-ci promettra avec caution qu'il n'empêchera pas que la possession de la chose ne soit remise entre les mains du possesseur.

48. *Papinien au liv. 2. des Réponses.*

Le possesseur de bonne foi qui a fait des dépenses sur un fonds qu'on a découvert appartenir à un autre, ne peut les redemander ni à celui qui auroit donné ce fonds ni à celui qui en seroit le maître; mais le juge aura soin de les lui conserver, comme l'équité le demande, en l'admettant à opposer au demandeur une exception tirée de sa mauvaise foi, en supposant toujours que ces dépenses excèdent la somme des fruits perçus avant la contestation en cause; car la compensation doit avoir lieu, et le maître doit restituer les dépenses qui ont amélioré le bien et qui excèdent les fruits.

49. *Celse au liv. 18. du Digeste.*

Je regarde le sol comme une partie d'un édifice, et je ne crois pas qu'on puisse le regarder comme une chose faite pour en porter une autre, comme la mer qui porte des vaisseaux.

1. Ce qui reste de ma chose, et que je puis revendiquer, est à moi.

50. *Callistrate au liv. 2. de l'Edit monitoire.*

Si un bien appartient à quelqu'un à titre de vente, il ne pourra le revendiquer qu'après que la tradition lui en aura été faite, et non pas si la possession a été perdue avant la tradition.

1. Mais un héritier peut justement revendiquer un effet de la succession, quoiqu'il n'en ait pas encore eu la possession.

51. *Pomponius au liv. 16. sur Sabin.*

Dans l'action en revendication, si le jugement est porté contre l'héritier du possesseur, il sera condamné à réparer les pertes survenues par sa fraude ou sa faute personnelle.

52. *Julien au liv. 55. du Digeste.*

Les héritiers d'un possesseur qui a cessé frauduleusement de posséder avant la contestation en cause, ne peuvent être forcés de défendre contre l'action en revendication; mais, sur l'exposition du fait, le juge donnera contre eux une action, par laquelle on les obligera à restituer ce qui leur est parvenu du dol de leur auteur.

53. *Pomponius au liv. 31. sur Sabin.*

Si le possesseur a labouré et ensemencé un bien qui vient ensuite à être revendiqué, il ne peut ôter ses semences.

54. *Ulpian au liv. 6. des Opinions.*

Il y a bien de la différence entre un homme qui se défend lui-même et celui qui se charge de la défense d'un autre. Un propriétaire ne perd pas son droit sur une chose pour avoir défendu celui qui la revendiquoit dans un temps où il ignoroit qu'elle fût à lui.

55. *Julien au liv. 55. du Digeste.*

Si le possesseur d'un fonds revendiqué est mort avant le jugement, laissant deux héritiers, et que le fonds ait été revendiqué en entier contre l'un d'eux qui le possède en to-

49. *Celsus lib. 18. Digestorum.*

Solum, partem esse ædium existimo :
nec alioquin subjacere, uti mare navibus.

De solo et ædi-
bus.

§. 1. Meum est, quod ex re mea su-
perest, cujus vindicandi jus habeo.

De eo quod
superest ex re
mea.

50. *Callistratus lib. 2. Edicti monitorii.*

Si ager ex emptionis causa, ad aliquem pertineat, non rectè hac actione agi poterit, antequàm traditus sit ager, tuncque possessio amissa sit.

An emptori,

§. 1. Sed heres de eo quod hereditati obvenit, rectè aget, etiamsi possessionem ejus adhuc non habuerit.

Vel heredi hæc
actio competat.

51. *Pomponius lib. 16. ab Sabinum.*

Si in rem actum sit, et in heredem possessoris judicium datum sit, culpa quoque, et dolus malus heredis in hoc judicium venit.

De culpa et
dolo heredis.

52. *Julianus lib. 55. Digestorum.*

Cùm autem fundi possessor antè litem contestatam dolo malo fundum possidere desiit, heredes ejus in rem quidem actionem suscipere cogendinon sunt: sed in factum actio adversus eos reddi debet, per quam restituere cogantur, quantò locupletes ex ea re facti fuerunt.

Utrum in he-
redem hæc actio
detur.

53. *Pomponius lib. 31. ad Sabinum.*

Si fundi possessor, eum excoluisset, sevissetve, et postea fundus evincatur, consita tollere non potest.

De coarctis.

54. *Ulpianus lib. 6. Opinionum.*

Inter officium advocacionis, et rei suæ defensionem multùm interest: nec propterea quis, si postea cognoverit rem ad se pertinere, quòd alii eam vindicanti tunc ignorans suam esse adsistebat, dominium suum amisit.

De advocate.

55. *Julianus lib. 55. Digestorum.*

Si possessor fundi, antè judicium acceptum, duobus heredibus relictis, decesserit, et ab altero ex his qui totum fundum possidebat, totus petitus fuerit, quin

De pluribus
heredibus pos-
sessoris.

in solidum condemnari debeat, dubitari non oportet.

56. *Idem lib. 78. Digestorum.*

De peculio.

Viudicatio non ut gregis, ita et peculii recepta est: sed res singulas is cui legatum peculium est, petet.

57. *Alfenus lib. 6. Digestorum.*

Si duo vindicent fundum.

Is à quo fundus petitus erat, ab alio ejusdem fundi nomine conventus est: quærebatur, si alterutri eorum jussu iudicis fundum restituisset, et postea secundum alterum petito rem res judicaretur, quemadmodum non duplex damnus traheret? Respondi: Uter prior iudex iudicaret, eum oportere ita fundum petitori restitui jubere, ut possessori caveret, vel satisficeret, *si alter fundum evicisset, eum præstare,*

58. *Paulus lib. 3. Epitomarum Alfeni Digestorum.*

Si servus vindicetur et ejusdem nomine furri agatur.

A quo servus petebatur, et ejusdem servi nomine cum eo furri agebatur, quærebatur, si utroque iudicio condemnatus esset, quid se facere oporteret, si prius servus ab eo evictus esset? Respondit, non oportere iudicem cogere, ut eum traderet, nisi ei satisfactum esset (quod pro eo homine iudicium accepisset), *si quid ob eam rem datum esset, id rectè præstari.* Sed si prius de furto iudicium factum esset, et hominem noxæ dedisset, deinde de ipso homine secundum petitionem iudicium factum esset, non debere ob eam rem iudicem, quod hominem non traderet, litem aestimare: quoniam nihil ejus culpa, neque dolo contigisset quominus hominem traderet.

59. *Julianus lib. 6. ex Minicio.*

De his que

Habitator in aliena ædificia fenestras

tañté, il n'y a point de doute qu'il ne doive être condamné à le rendre en entier.

56. *Le même au liv. 78. du Digeste.*

Il n'est point permis d'intenter l'action en revendication d'un pécule entier, comme nous avons vu qu'on pouvoit le faire pour un troupeau; cependant celui à qui on aura légué un pécule, pourra revendiquer séparément les choses qui le composent.

57. *Alfenus au liv. 6. du Digeste.*

Un possesseur actionné en revendication par celui qui se prétendoit propriétaire, est actionné de nouveau par un autre en la même qualité. On a demandé comment il pourroit éviter de rendre deux fois, dans le cas où, après avoir rendu la chose au premier demandeur par autorité de justice, le second obtiendrait un jugement en sa faveur. J'ai répondu que le juge qui doit prononcer le premier, ne peut condamner le possesseur à rendre le fonds au demandeur, qu'autant que celui-ci lui donnera caution simple ou avec répondans, de le garantir et le défendre contre tout autre demandeur.

58. *Paul au liv. 3. des Epitomes du Digeste d'Alfenus.*

Un possesseur étoit actionné d'un côté en restitution d'un esclave, et de l'autre en réparation d'un vol commis par ce même esclave. On a demandé ce que devoit faire ce possesseur, dans le cas où il seroit condamné par les deux jugemens? J'ai répondu que si le jugement sur la restitution de l'esclave a précédé, le possesseur ne peut être condamné à rendre l'esclave, que sous la caution qui lui seroit donnée par le demandeur de l'indemniser de tout ce qu'il sera obligé de payer à l'occasion de la défense qu'il a prise de cet esclave. Mais si le jugement sur la réparation du vol a été terminé avant l'autre, en sorte que le possesseur ayant abandonné l'esclave pour payer de son corps la réparation demandée, le demandeur en revendication vienne à obtenir un jugement favorable, le juge ne doit point condamner le possesseur à restituer le prix, faute par lui de rendre l'esclave; parce que ce n'est ni par sa mauvaise foi, ni par sa faute qu'il se trouve dans l'impossibilité de le rendre.

59. *Julien au liv. 6. sur Minic'us.*

Un locataire a mis des croisées et des

portes dans la maison qu'il occupoit ; le propriétaire les a fait ôter au bout de l'année. Peuvent-elles être revendiquées par celui qui les avoit fait mettre ? Je réponds qu'elles peuvent l'être ; parce que les choses attachées et jointes aux édifices en sont bien l'accessoire tant qu'elles restent attachées, mais elles reprennent leur première nature dès qu'elles en sont séparées.

60. *Pomponius au liv. 29. sur Sabin.*

Lorsqu'un enfant ou un insensé qui est en possession de la chose d'autrui, en dissipe ou en altère quelque chose, on ne peut prononcer aucune condamnation à cet égard.

61. *Julien au liv. 6. sur Minicius.*

On demandoit à Minicius si on restoit propriétaire d'un vaisseau qu'on avoit réparé avec la matière d'autrui. Il a répondu qu'on en restoit propriétaire. Mais il n'en seroit pas de même s'il avoit en partie construit son vaisseau avec la matière d'un autre, comme le remarque Julien ; parce que la propriété d'un vaisseau appartient à celui à qui sont les pièces qui servent de fondement au corps du bâtiment.

62. *Papinien au liv. 6. des Questions.*

Celui qui revendique un vaisseau sur un possesseur de mauvaise foi, peut faire estimer les fruits qui ont été ou qui ont dû être perçus, comme on l'a dit à l'égard d'une hôtellerie ou d'un terrain qu'on a coutume de louer. Mais, dira-t-on, un héritier n'est point tenu de rendre les intérêts d'une somme déposée, et dont il ne s'est pas servi : or, la location d'un vaisseau forme une espèce d'intérêt. Je conviens que l'argent qui provient de la location d'un vaisseau, ainsi que les intérêts, ne sont pas des fruits naturels, mais purement civils ; néanmoins la différence consiste en ce que celui qui revendique un vaisseau court des risques dont le possesseur n'est point obligé de le garantir, ce qui fait qu'il peut demander les loyers du vaisseau ; au lieu que l'argent prêté à intérêt court au risque de celui qui prête.

1. En général, toutes les fois qu'il s'agit de liquider les fruits, il faut considérer non pas si le possesseur de mauvaise foi a pu jouir, mais si le demandeur en auroit joui dans le cas où la possession lui eût été restituée. Ce sentiment est aussi approuvé par Julien.

et ostia imposuit : eadem, post annum, dominus ædificiorum dempsit. Quæro, is qui impoſuerat, possetne ea vindicare? Respondit posse : nam quæ alienis ædificiis connexa essent, ea quando iuncta manerent, eorundem ædificiorum esse : simul atque inde dempta essent, continuo in pristinam causam reverti.

alienis ædificiis imponuntur.

60. *Pomponius lib. 29. ad Sabinum.*

Quod infans, vel furiosus possessor perdidit, vel corruptit, impunitum est.

De possessore infante vel furioso.

61. *Julianus lib. 6. ex Minicio.*

Minicius interrogatus, si quis navem suam aliena materia refecisset, num nihilominus ejusdem navis maneret? Respondit manere. Sed si in ædificanda ea idem fecisset, non posse, Julianus notat : nam proprietates totius navis, carinæ causam sequitur.

De nave refecita vel ædificata ex materia aliena.

62. *Papinianus lib. 6. Quæstionum.*

Si navis à malæ fidei possessore petatur, et fructus æstimandi sunt ; ut in taberna et area quæ locari solent. Quod non est ei contrarium, quod de pecunia deposita quam heres non attingit, usuras præstare non cogitur. Nam etsi maxime vectura, sicut usura, non natura pervenit, sed jure percipitur : tamen ideò vectura desiderari potest, quoniam periculum navis possessor petitori præstare non debet ; cum pecunia periculo dantis fœneretur.

De fructibus navis.

§. 1. Generaliter autem, cum de fructibus æstimandis quæritur ; constat animadverti debere, non an malæ fidei possessor fruiturus sit, sed an petitor frui poterit, si ei possidere licuisset : Quam sententiam Julianus quoque probat.

De fructibus à malæ fidei possessore restituendis.

63. *Idem lib. 12. Quæstionum.*

De eo qui
culpa possessionem
amisit.

Si culpa, non fraude quis possessionem amiserit, quoniam pati debet æstimationem, audiendus erit à iudice; si desideret, ut adversarius actione sua cedat: cum tamen prætor auxilium quandòque laturus sit, quolibet alio possidente, nulla captione adficietur. Ipso quoque qui litis æstimationem perceperit possidente, debet adjuvari: nec faciliè audiendus erit ille, si velit postea pecuniam quam ex sententia iudicis periculo iudicati recepit, restituere.

64. *Idem lib. 20. Quæstionum.*

De his quæ
usui, non fructui
sunt.

Cum in rem agitur, eorum quoque nomine, quæ usui, non fructui sunt, restitui fructus certum est.

65. *Idem lib. 2. Responsorum.*

De emptore
pignoris qui pecuniam
creditori solvit, et fructus
percepit.

Emptor prædium quod à non domino emit, exceptione doli posita, non aliter restituere domino cogetur, quam si pecuniam creditori ejus solutam, qui pignori datum prædium habuit, usurarumque medii temporis superfluum recuperaverit: scilicet, si minus in fructibus antè litem perceptis fuit: nam eos usuris novis duntaxat compensari, sumptuum in prædium factorum exemplo, æquum est.

De ancilla filie
concessa.

§. 1. Ancillam quæ non in dotem data, sed in peculium filie concessa est, peculio filie non legato, mancipium hereditarium esse convenit. Si tamen pater dotis, ac peculii contemplatione filiam exheredavit, et ea ratione reddita, nihil ei testamento reliquit, aut eò minus legavit, filiam defensio tuebitur voluntatis.

63. *Le même au liv. 12. des Questions.*

Si un possesseur a perdu la possession par sa faute, mais sans mauvaise foi, puisqu'il doit être condamné à rendre l'estimation, il peut demander devant le juge que son adversaire lui transporte ses actions; et comme d'ailleurs le préteur défend l'ancien possesseur contre tout nouveau possesseur, il ne peut point être trompé. Il doit même être défendu contre le maître qui a reçu le prix de sa chose, s'il venoit à en acquérir la possession, et celui-ci ne seroit point aisément admis à rendre au possesseur, au lieu de la chose, l'argent qu'il en a reçu par autorité de justice, parce qu'il a dû prendre sur lui l'événement du jugement.

64. *Le même au liv. 20. des Questions.*

Dans l'action en revendication, on doit faire entrer dans la liquidation des fruits, non-seulement ceux qui proviennent des choses qui portent des fruits, mais même ceux des choses sur lesquelles on ne peut avoir qu'un simple usage.

65. *Le même au liv. 2. des Réponses.*

Un particulier a acheté un bien d'un homme qui n'en étoit pas le maître, et une partie de l'argent a servi à payer un créancier à qui ce bien étoit engagé. Le propriétaire venant à revendiquer son bien, le possesseur peut lui opposer l'exception tirée de la mauvaise foi, à l'effet de n'être obligé à rendre le bien qu'autant que le propriétaire voudra lui tenir compte de l'argent payé au créancier et des intérêts qui ont couru depuis ce paiement jusqu'au jour de la demande, en supposant que ces sommes excèdent les fruits perçus avant la contestation; car ils doivent être compensés seulement avec les intérêts qui ont couru depuis le paiement, à l'exemple des dépenses faites sur un fonds revendiqué.

1. Une fille esclave que le maître a donnée à sa fille, non pour faire partie de sa dot, mais pour être comprise dans son pécule, devient un effet de la succession, si le père n'a point légué ce pécule à sa fille. Si cependant le père a déshérité sa fille en considération de ce qu'elle a reçu tant en dot qu'en pécule, et qu'en alléguant cette raison il ne lui ait rien laissé dans son testament, ou seulement un legs très-modique, la fille pourra se défendre en excipant de la volonté de son père.

66. *Paul au liv. 2. des Questions.*

On n'est pas moins admis à revendiquer une chose comme sienne, quoiqu'on n'ait point un domaine irrévocable et qu'on doive en perdre la propriété dans le cas de l'événement d'une condition ajoutée à un legs ou imposée à une liberté.

67. *Scævola au liv. 1. des Réponses.*

Un particulier ayant acheté une maison du tuteur d'un pupille, y a mis les ouvriers pour la réparer; ceux-ci y ont trouvé de l'argent. On demande à qui il appartient? J'ai répondu que s'il ne s'agissoit pas d'un trésor, mais d'un argent perdu ou que le maître eût cublié d'emporter, la propriété en demeureroit à celui à qui elle appartenoit dans l'origine.

68. *Ulpian au liv. 51. sur l'Edit.*

Lorsque le défendeur à qui le juge a ordonné de restituer, ne satisfait point au jugement, disant qu'il est hors d'état de restituer, s'il a la possession, on la lui ôtera militairement sous l'autorité du juge, et il ne s'agira plus dans la condamnation que des fruits et de tout ce qui dépend de la chose; s'il ne peut restituer, et qu'il se soit mis par sa mauvaise foi hors d'état de le faire, il sera condamné à payer la somme à laquelle son adversaire fera monter la chose revendiquée, en affirmant en justice à l'infini et sans être taxé. Si ce n'est point par sa mauvaise foi qu'il est hors d'état de restituer, alors il ne pourra être condamné qu'à la véritable estimation de la chose, suivant l'intérêt réel du demandeur. Cette décision est générale; elle a lieu dans toutes les actions, soit au possessoire, soit au pétitoire, réelles ou personnelles, dans lesquelles le juge a occasion d'ordonner la restitution d'une chose.

69. *Paul au liv. 13. sur Sabin.*

Il y a encore une peine contre le défendeur qui a abandonné sa possession de mauvaise foi: c'est que le demandeur n'est obligé de lui donner aucune caution d'indemnité.

70. *Pomponius au liv. 29. sur Sabin.*

Il est même décidé que le préteur ne doit point lui accorder d'action pour se maintenir dans la possession de la chose par préférence à d'autres possesseurs, de peur qu'on ne s'acquiète par son dol le droit d'acheter le bien d'un autre à un juste prix, mais malgré lui.

Tome I.

66. *Paulus lib. 2. Quæstionum.*

Non ideò minùs rectè quid nostrum esse vindicabimus, quòd abire à nobis dominium speratur, si conditio legati, vel libertatis extiterit.

De re quæ conditione existente nostra esse desinet.

67. *Scævola lib. 1. Responsorum.*

A tutore pupilli domum mercatus, ad ejus refectionem fabrum induxit: is pecuniam invenit: quæritur ad quem pertineat? Respondi, si non thesauri fuerunt, sed pecunia fortè perdita, vel per errorem ab eo ad quem pertinebat, non ablata, nihilominus ejus eam esse, cujus fuerat.

De pecunia inventa in domo aliena.

68. *Ulpianus lib. 51. ad Edictum.*

Qui restituere jussus, judici non paret, contendens non posse restituere, si quidem habeat rem, manu militari, officio judicis, ab eo possessio transfertur: et fructuum duntaxat, omnisque causæ nomine condemnatio fit. Si verò non potest restituere, si quidem dolo fecit quominus possit, is, quantum adversarius in litem sine ulla taxatione in infinitum juraverit, damnandus est. Si verò nec potest restituere, nec dolo fecit quominus possit, non pluris quam quanti res est, id est, quanti adversarii interfuit, condemnandus est. Hæc sententia generalis est, et ad omnia, sive interdicta, sive actiones in rem sive in personam sunt, ex quibus arbitrato judicis quid restituitur, locum habet.

Si condemnatus non restituit.

69. *Paulus lib. 13. ad Sabinum.*

Is qui dolo fecit quominus possideret, hoc quoque nomine punitur, quòd actor cavere ei non debet, actiones quas ejus rei nomine habeat, se ei præstaturum.

De eo qui dolo fecit, quominus possideret.

70. *Pomponius lib. 29. ad Sabinum.*

Nec quasi Publicianam quidem actionem ei dandam placuit: ne in potestate cujusque sit per rapinam ab invito domino rem justo pretio comparare.

71. *Paulus lib. 15. ad Sabinum.*

Quod si possessor quidem dolo fecit, actor verò jurare non vult, sed quanti res sit, adversarium condemnari maluit, mos ei gerendus est.

72. *Ulpianus lib. 16. ad Edictum.*

Si à Titio fundum emeris Sempronii, et tibi traditus sit, pretio soluto, deinde Titius Sempronio heres extiterit, et eundem alii venderit et tradiderit, æquius est, ut tu potior sis. Nam et si ipse venditor eam rem à te peteret, exceptione eum summoveres : sed et si ipse possideret, et tu peteres, adversus exceptionem domini replicatione uteris.

Si non dominus qui rem vendidit, dominus successerit.

75. *Idem lib. 17. ad Edictum.*

In speciali actione non cogitur possessor dicere, *pro qua parte ejus sit* : hoc enim petitoris munus est, non possessoris. Quod et in Publiciana observatur.

De parte domini designanda.

§. 1. Superficiario ;

74. *Paulus lib. 21. ad Edictum.*

(Id est, qui in alieno solo superficiem ita habet, ut certam pensionem præstet),

75. *Ulpianus lib. 16. ad Edictum.*

Prætor, *causa cognita, in rem actionem pollicetur.*

76. *Gaius lib. 7. ad Edictum provinciale.*

Quæ de tota re vindicanda dicta sunt, eadem et de parte intelligenda sunt ; officioque judicis continetur, pro modo partis ea quoque restitui jubere, quæ simul cum ipsa parte restitui debent.

De vindicatione partis

§. 1. Incertæ partis vindicatio datur,

71. *Paul au liv. 15. sur Sabin.*

Si le possesseur a frauduleusement abandonné sa possession, et que le demandeur ne veuille point affirmer en justice, mais qu'il se contente d'une condamnation qui ne comprenne que son intérêt réel, le juge doit y acquiescer.

72. *Ulpien au liv. 16. sur l'Edit.*

Si vous avez acheté de Titius un fonds appartenant à Sempronius, et que ce fonds vous ait été livré après que vous en avez eu payé le prix ; qu'ensuite Titius, devenu l'héritier de Sempronius (et par conséquent véritable maître du fonds qu'il vous avoit vendu), l'ait, dans cet état, vendu de nouveau et livré à un autre, l'équité veut que vous soyez préféré. En effet si le vendeur, devenu héritier, eût voulu revendiquer la chose sur vous, vous l'eussiez fait débouter de sa demande en lui opposant l'exception tirée de la vente qu'il vous en avoit faite ; et quand il en auroit eu lui-même la possession, vous auriez pu en former la demande contre lui ; et s'il vous eût opposé l'exception tirée du droit de propriété qui lui étoit survenu, vous auriez pu détruire cette exception, en répliquant que lui-même vous l'a vendu.

75. *Le même au liv. 17. sur l'Edit.*

Dans l'action en revendication d'une chose particulière, le possesseur n'est point obligé de dire pour quelle portion il est propriétaire : c'est la charge du demandeur et non pas du défendeur. Il en est de même dans l'action Publicienne.

1. Celui qui a la superficie du terrain d'autrui,

74. *Paul au liv. 21. sur l'Edit.*

C'est-à-dire, celui qui a sur le terrain d'un autre un bâtiment qui lui appartient en payant une certaine somme pour le loyer du terrain,

75. *Ulpien au liv. 16. sur l'Edit.*

Obtiendra du préteur, en connoissance de cause, une action réelle pour revendiquer sa superficie.

76. *Gaius au liv. 7. sur l'Edit provincial.*

On doit étendre à la revendication d'une partie de la chose ce que nous avons dit de la revendication du tout, et le juge doit condamner le possesseur à rendre avec la portion de la chose revendiquée, ce qui en dépend.

1. On accorde quelquefois pour de justes

raisons une action pour revendiquer dans une chose une portion dont on ignore la quotité. On peut donner pour exemple de ces justes raisons le cas où il y a lieu dans un testament à la loi Falcidia, à cause de l'incertitude où l'on est de savoir quelle portion on déduira des legs; ce que le juge de la revendication ne peut pas aisément examiner. Ainsi en ce cas l'ignorance où est un légataire de la portion qui lui appartient dans un esclave est excusable; ce qui fait qu'on lui accordera l'action dont nous parlons. Il faut en dire de même des autres cas semblables.

77. *Ulpian au liv. 17. sur l'Edit.*

Une femme a donné un fonds à quelqu'un (autre que son mari), cette donation étoit contenue dans une lettre; elle a ensuite pris ce fonds à loyer de son donataire. On peut dire que le donataire a droit d'agir en revendication comme retenant la possession par la donatrice de même que par un fermier. On exposoit même que le donataire se trouvoit dans le fonds donné lorsque la lettre contenant la donation lui fut remise; ce qui auroit suffi pour former une tradition de possession, quand même la donatrice n'auroit pas depuis pris la chose à loyer des mains du donataire.

78. *Labéon au liv. 4. de l'Abrégé de Paul.*

Si vous n'avez recueilli aucun fruit d'un fonds que vous possédiez de bonne foi, vous ne pouvez être condamné à en rendre compte. Paul remarque ici qu'on peut même demander s'il suffit au possesseur pour que les fruits soient à lui, de les avoir perçus en son nom (c'est-à-dire, simplement séparés de la terre); car on appelle fruits perçus, non-seulement ceux qui sont parfaitement recueillis, mais même ceux qu'on n'a que commencé à percevoir en les séparant de la terre, comme lorsqu'on a coupé des olives ou des raisins, sans en avoir encore fait de l'huile ou du vin; en effet, on doit dès ce moment regarder le possesseur comme ayant perçu les fruits.

79. *Le même au liv. 6. du même Abrégé.*

Si vous avez revendiqué sur moi un esclave qui est mort avant le jugement, les fruits doivent être comptés jusqu'au jour de sa mort. Paul dit que cela est vrai, si l'esclave n'étoit pas tombé avant dans une maladie qui ait empêché qu'on pût tirer quelque

si justa causa interveniat. Justa autem causa esse potest, si fortè legi Falcidiæ locus sit in testamento, propter incertam detractionem ex legatis, quæ vix apud judicem examinatur: justam enim habet ignorantiam legatarius cui homo legatus est, quotam partem vindicare debeat: itaque talis dabitur actio. Eadem et de cæteris rebus intelligemus.

77. *Ulpianus lib. 17. ad Edictum.*

Quædam mulier fundum ita non marito donavit per epistolam, et eundem fundum ab eo conduxit: posse defendi in rem ei competere, quasi per ipsam adquisierit possessionem, veluti per colonam. Proponebatur quod etiam in eo agro qui donabatur, fuisset, cum epistola emitteretur: quæ res sufficiebat ad traditam possessionem, licet conductio non intervenisset.

Si mulier rem donatam conduxit.

78. *Labéon lib. 4. Pithanon à Paulo Epitomatorum.*

Si ejus fundi quem alienum possideres, fructum non coëgisti, nihil ejus fundi fructuum nomine te dare oportet. Paulus: imò quæritur, si hujus fructus idcirco factus est, quod is eum suo nomine perceperit. Perceptionem fructus accipere debemus, non si perfectè collecti, sed etiam cœpti ita percipi, ut terra continere se fructus desierint, veluti, si olive, uvæ lectæ, nondùm autem vinum, oleum ab aliquo factum sit: statim enim ipsè accepisse fructum existimandus est.

De fructibus, et bonis fidei possessoribus.

79. *Idem lib. 6. Pithanon à Paulo Epitomatorum.*

Si hominem à me petieris, et is post litem contestatam mortuus sit, fructus, quoad is vixerit, æstimari oportet. Paulus: ita id verum esse puto, si non prius is homo in eam valetudinem inciderit, propter quam operæ ejus inutiles factæ

De fructibus servi petiti qui mortuus est.

sunt : nam , ne si vixisset quidem in ea valetudine , fructus ejus temporis nomine aestimari conveniret.

80. *Furius Anthianus lib. 1. ad Edictum.*

Si quis neget se possidere.

In rem actionem pati non compellimur : quia licet alicui dicere , *se non possidere* , ita ut si possit adversarius convincere , rem ab adversario possideri , transferat ad se possessionem per judicem , licet suam esse non adprobaverit.

TITULUS II.

DE PUBLICIANA

IN REM ACTIONE.

1. *Ulpianus lib. 16. ad Edictum.*

Edictum.

AIT prætor : *Si quis id quod traditur ex justa causa non à domino , et nondùm usucaptum petet , judicium dabo.*

De re usucapta.

§. 1. Meritò prætor ait : *nondùm usucaptum* : nam , si usucaptum est , habet civilem actionem , nec desiderat honorariam.

De traditione et aliis modis acquirendi dominium.

§. 2. Sed cur *traditionis* duntaxat , et *usucapionis* fecit mentionem , cùm satis multæ sint juris partes , quibus dominium quis nancisceretur , utputà legatum ,

2. *Paulus lib. 19. ad Edictum.*

Vel mortis causa donationes factæ ? nam amissa possessione , competit Publiciana , quia ad exemplum legatorum capiuntur.

3. *Ulpianus lib. 16. ad Edictum.*

Sunt et aliæ pleræque.

De causa traditionis.

§. 1. Ait prætor : *ex justa causa petet*. Qui igitur justam causam traditionis habet , utitur Publiciana. Et non solùm emptori bonæ fidei competit Publiciana , sed et aliis : utputà ei cui dotis nomine tradita res est , necdùm usucapta : est enim justissima causa , sive aestimata res in dotem data sit , sive non. Item si res ex causa ju-

ruit de ses services ; car , quand même il ne seroit pas mort de cette maladie , on ne pourroit pas compter les fruits du temps où il auroit été ainsi inutile.

80. *Furius Anthianus au liv. 1. sur l'Edit.*

On peut refuser de défendre contre une action en revendication , parce qu'il est permis de dire qu'on ne possède point ; mais si l'adversaire , en cas de dénégation , peut prouver que le défendeur est en possession de la chose contestée , le juge la lui transfère sans l'obliger à prouver sa propriété.

TITRE II.

DE LA REVENDICATION

PUBLICICIENNE.

1. *Ulpien au liv. 16. sur l'Edit.*

L'ÉDIT du préteur porte : « J'accorderai une action en revendication au possesseur à qui une chose aura été livrée à juste titre , mais par celui qui n'en étoit pas le maître , s'il vient à perdre sa possession avant d'avoir acquis la propriété par la prescription. »

1. Le préteur a raison de dire , « s'il vient à perdre sa possession avant d'avoir acquis la propriété par la prescription. » Car si ce possesseur avoit prescrit , il auroit la revendication civile et n'auroit pas besoin de celle du préteur.

2. Mais pourquoi le préteur ne fait-il mention que de la tradition et de la prescription , puisqu'il y a en droit plusieurs autres moyens d'acquérir , comme le legs ,

2. *Paul au liv. 19. sur l'Edit.*

Ou les donations à cause de mort ? Car si le donataire perdoit sa possession , il auroit la revendication Publicienne , parce que les donations à cause de mort sont comparées aux legs.

3. *Ulpien au liv. 16. sur l'Edit.*

Il y a encore plusieurs autres moyens.

1. Le préteur ajoute , « celui qui aura une juste cause » ; ainsi l'action Publicienne est accordée au possesseur à qui la chose a été livrée d'après une juste cause. Elle est donnée non-seulement à l'acheteur de bonne foi , mais même à d'autres , par exemple , à celui qui possède la chose à titre de dot avant qu'il l'ait prescrite ; car cette cause est très-

juste, soit que la chose donnée en dot ait été estimée ou non. De même si la chose a été livrée pour satisfaire à un jugement,

4. *Paul au liv. 19. sur l'Edit.*

Ou donnée en paiement,

5. *Ulprien au liv. 16. sur l'Edit.*

Ou si un esclave a été abandonné par son maître pour payer de son corps la réparation du délit qu'il a commis, soit que la cause ait été vraie ou fausse.

6. *Paul au liv. 19. sur l'Edit.*

De même si un esclave, à l'occasion duquel on intentoit l'action noxale, et que personne ne déiendoit, a été adjugé au demandeur par le prêteur, il aura l'action Publicienne s'il vient à perdre sa possession.

7. *Ulprien au liv. 16. sur l'Edit.*

Celui à qui une chose a été adjugée en justice, peut aussi intenter l'action Publicienne.

1. Lorsque, dans une cause en revendication, le défendeur a été condamné à la restitution du prix, il y a une espèce de vente; et, suivant Julien, au livre vingt-deux du Digeste, si le défendeur offre l'estimation de la chose contestée, il a l'action Publicienne.

2. Marcellus, au livre dix-sept du Digeste, écrit: Celui qui achète d'un insensé dont il ignore l'état, peut prescrire; par conséquent il aura l'action Publicienne.

3. Ceux même à qui la tradition a été faite à titre lucratif, ont l'action Publicienne; elle est aussi accordée au donataire contre le donateur, parce que celui qui a reçu une donation est légitime possesseur, et a droit de demander ce qui en fait l'objet.

4. Celui qui a acquis d'un mineur qu'il croyoit majeur, a l'action Publicienne.

5. La même action a lieu en matière d'échange.

6. L'action Publicienne n'est pas accordée comme action au possessoire, mais à l'instar de l'action par laquelle on revendique la propriété.

7. Si, lorsque j'ai revendiqué une chose sur vous, vous m'avez déferé le serment, et que j'aie affirmé qu'elle m'appartenoit, je puis me servir de l'action Publicienne, mais contre vous seulement; car le serment ne peut nuire qu'à celui qui l'a déferé. Néanmoins si

dicati sit tradita;

4. *Paulus lib. 19. ad Edictum.*

Vel solvendi causa,

5. *Ulpianus lib. 16. ad Edictum.*

Vel ex causa noxæ deditiois: sive vera causa sit, sive falsa.

6. *Paulus lib. 19. ad Edictum.*

Item si servum ex causa noxali, quia non defendebatur, jussu prætoris duxero, et amisero possessionem, competit mihi Publiciana.

Si servus ex noxali causa ducatur.

7. *Ulpianus lib. 16. ad Edictum.*

Sed et si res adjudicata sit, Publiciana actio competit.

De re adjudicata.

§. 1. Si lis fuerit æstimata, similis est venditioni: et ait Julianus, libro vicesimosecundo Digestorum, si obtulit reus æstimationem litis, Publicianam competere.

De eo qui solvit litis æstimationem.

§. 2. Marcellus libro decimoseptimo Digestorum scribit: Eum qui à furioso ignorans eum furere, emit, posse usucapere: ergo et Publicianam habebit.

De eo qui emit à furioso.

§. 3. Sed et si quis ex lucrativis causis rem accepit, habet Publicianam; quæ etiam adversus donatorem competit: est enim justus possessor, et petitur qui liberalitatem accepit.

De causis lucrativis.

§. 4. Si à minore quis emerit, ignorans eum minorem esse, habet Publicianam.

Si quis emerit à minore.

§. 5. Sed et si permutatio facta sit, eadem actio competit.

De permutatio.

§. 6. Publiciana actio ad instar proprietatis, non ad instar possessionis, respicit.

Hæc judicium esse prætorium.

§. 7. Si petenti mihi rem, jusjurandum detuleris, egoque juravero rem meam esse, competit Publiciana mihi, sed adversus te duntaxat: ei enim soli nocere debet jusjurandum, qui detulit. Sed si possessori delatum erit jusjurandum, et

De jurejurando.

juraverit *rem petitoris non esse*, adversus eum solum pelentem exceptione utetur, non ut et habeat actionem.

Collatio hujus actionis et rei vindicationis.

§. 8. In Publiciana actione omnia eadem erunt, quæ et in rei vindicatione diximus.

De successoribus.

§. 9. Hæc actio et heredi, et in honorariis successoribus competit.

Si servus, vel procurator, vel tutor, vel curator, vel negotiorum gestor emerit.

§. 10. Si ego non emero, sed servus meus, habebō Publicianam. Idem est, et si procurator meus, vel tutor, vel curator, vel quis alius negotium meum gerens emerit.

De bona fide emptoris et dolo venditoris.

§. 11. Prætor ait, *qui bona fide emit*. Non igitur omnis emptio proderit, sed ea quæ bonam fidem habet: proinde hoc sufficit, me bonæ fidei emptorem fuisse, quamvis non à domino emerim, licet ille callido consilio vendiderit: neque enim dolo venditoris mihi nocebit.

De fide defuncti et heredis.

§. 12. In hac actione non oberit mihi, si successor sum, et dolo feci, cum is in cuius locum successi, bona fide emisset: nec proderit si dolo careo, cum emptor cui successi, dolo fecisset.

Si servus emerit.

§. 13. Sed enim si servus meus emit, dolo ejus erit spectandus, non meus: vel contra.

De emptione.

§. 14. Publiciana tempus emptionis continet: et ideò neque quod antè emptionem, neque quod postea dolo malo factum est, in hac actione deduci, Pomponio videtur.

De bona fide.

§. 15. Bonam autem fidem solius emptoris continet.

De re traditione.

§. 16. Ut igitur Publiciana competat, hæc debent concurrere: ut et bona fide quis emerit, et ei res empta eo nomine sit tradita. Cæterum antè traditionem, quamvis bonæ fidei quis emptor sit, experiri Publiciana non poterit.

§. 17. Julianus libro septimo Digestorum scripsit, traditionem rei emptæ oportere bona fide fieri: ideòque si sciens alienam possessionem apprehendit, Publi-

le serment a été déféré au possesseur, et qu'il ait affirmé que la chose n'étoit pas au demandeur, il aura contre lui une exception s'il veut de nouveau revendiquer la chose, mais il n'aura point d'action.

8. On doit observer dans l'action Publicienne tout ce qui a été dit par rapport à la revendication.

9. Cette action passe aux héritiers tant civils que prétoriens.

10. Je puis me servir de l'action Publicienne pour reconvrer la possession d'une chose achetée par mon esclave, quoique je ne l'aie point achetée moi-même. Il en est de même d'une chose achetée par un fondé de procuration, tuteur ou curateur, ou par tout autre qui fait les affaires d'autrui.

11. Le préteur dit, « celui qui a acheté de bonne foi. » Tout achat n'est donc pas propre à donner à l'acheteur l'action Publicienne, mais celui seulement qui est fait de bonne foi, et il suffit que l'acheteur ait été de bonne foi, quoiqu'il tienne la chose d'un homme qui n'en étoit pas le maître et qui l'a vendue de mauvaise foi; car la fraude du vendeur ne peut nuire à l'acheteur.

12. L'héritier de celui qui a acheté de bonne foi aura cette action, quoiqu'il soit lui-même de mauvaise foi; et l'héritier de celui qui a acheté de mauvaise foi ne l'aura pas, quoiqu'il soit lui-même de bonne foi.

13. Si c'est mon esclave qui a acheté, c'est dans sa personne et non dans la mienne qu'on considère la bonne ou la mauvaise foi.

14. L'action Publicienne se rapporte au temps de l'acquisition; ainsi le dol antérieur ou postérieur à la vente ne forme point l'objet de cette action, suivant Pomponius.

15. Dans cette action, on ne considère la bonne foi que du côté de l'acheteur.

16. Ainsi, pour qu'on puisse jouir de l'action Publicienne, il faut que l'acheteur soit de bonne foi, et que la chose lui ait été livrée à juste titre. Au reste l'action Publicienne ne peut appartenir, même à l'acheteur de bonne foi, avant la tradition.

17. Julien écrit, au livre sept du Digeste, qu'il faut que la tradition de la chose achetée se fasse de bonne foi. Ainsi celui qui reçoit la possession d'une chose qu'il sait ne point

apparteur à celui qui la lui livre, ne peut point se servir de l'action Publicienne, parce qu'il ne peut acquérir la prescription. Nous ne croyons pas pour cela qu'il suffise pour avoir l'action Publicienne, qu'on ait été de bonne foi lors de la tradition, car il faut encore qu'on ait acheté de bonne foi.

8. *Gaius au liv. 7. sur l'Edit provincial.*

L'édit ne parle point de la nécessité du paiement : d'où on peut croire que l'intention du prêteur n'est pas qu'on doive examiner si le prix a été payé.

9. *Ulpien au liv. 16. sur l'Edit.*

L'action Publicienne a lieu, soit que la tradition ait été faite à l'acheteur lui-même ou à son héritier.

1. Lorsqu'on achète une chose qu'on avoit entre ses mains à titre de dépôt, de prêt ou de gage, la tradition est censée faite lorsque la chose reste entre les mains de l'acheteur après la vente.

2. On doit dire la même chose lorsque la tradition a précédé la vente.

3. Nératius écrit que celui qui, après avoir acheté une succession, veut revendiquer un effet qui en dépend et qui lui avoit été livré, peut se servir de l'action Publicienne.

4. Lorsque la même personne a vendu la même chose à deux acheteurs de bonne foi, à qui l'action Publicienne doit-elle être accordée de préférence ? Est-ce à celui à qui la chose a été livrée le premier, ou simplement à celui qui a acheté le premier ? Julien écrit, au livre sept du Digeste, que si les deux acheteurs ont reçu la chose du même vendeur qui n'en étoit pas maître, la préférence est due à celui à qui la chose a été livrée d'abord. Si chacun a reçu d'un vendeur différent à qui la chose n'appartenoit pas, celui qui est en possession est préféré au demandeur ; et ce sentiment est vrai.

5. L'action Publicienne n'a pas lieu à l'égard des choses qui ne peuvent être prescrites, comme sont les choses volées, les esclaves en fuite.

6. L'héritier pourra se servir de l'action Publicienne pour recouvrer la possession d'une chose qui a été achetée par un esclave de la succession avant qu'il l'eût acceptée, comme si la tradition eût été faite à lui-

ciana eum experiri non posse : quia usucapere non poterit. Nec quisquam putet, hoc nos existimare, sufficere initio traditionis ignorasse rem alienam, uti quis possit Publiciana experiri : sed oportere et tunc bona fide emptorem esse.

8. *Gaius lib. 7. ad Edictum provinciale.*

De pretio verò soluto nihil exprimitur : undè potest conjectura capi, quasi nec sententia prætoris ea sit, ut requiratur an solutum sit pretium.

De pretii solutione.

9. *Ulpianus lib. 16. ad Edictum.*

Sive autem emptori res tradita est, sive heredi emptoris, Publiciana competit actio.

De traditione;

§. 1. Si quis rem apud se depositam, vel sibi commodatam emerit, vel pignori sibi datam, pro tradita erit accipienda, si post emptionem apud eum remansit.

Vel quasi traditione.

§. 2. Sed et si præcessit traditio emptionem, idem erit dicendum.

De traditione præcedente.

§. 3. Item si hereditatem emerit, et traditam mihi rem hereditariam petere velim, Nératius esse scribit Publicianam.

De re hereditaria emptori hereditatis tradita.

§. 4. Si duobus quis separatim venderit bona fide ementibus, videamus, quis magis Publiciana uti possit : utrum is cui priori res tradita est, an is qui tantum emit. Et Julianus libro septimo Digestorum scripsit, ut si quidem ab eodem non domino emerint, potior sit cui priori res tradita est : quod si à diversis non dominis, melior causa sit possidentis, quam petentis : quæ sententia vera est.

Si duo separatim emerint eandem rem.

§. 5. Hæc actio in his quæ usucapi non possunt, puta furtivis, vel in servo fugitivo, locum non habet.

De his quæ usucapi non possunt.

§. 6. Si servus hereditarius antè aditam hereditatem, aliquam rem emerit, et traditam sibi possessionem amiserit, rectè heres Publiciana utitur, quasi ipse possidisset. Municipis quoque, quorum servo

De servo emptoris.

res tradita est, in eadem erunt conditione:

10. *Paulus lib. 19. ad Edictum.*

Sive peculiari nomine servus emerit, sive non.

11. *Ulpianus lib. 16. ad Edictum.*

Si ego emi, et mea voluntate alii res sit tradita, imperator Severus rescripsit, Publicianam illi dandam.

De re vendita
alii tradita.

De servitutibus

§. 1. Si de usufructu agatur tradito, Publiciana datur. Itemque servitutibus urbanorum prædiorum per traditionem constitutis, vel per patientiam, fortè si per domum quis suam passus est aquæductum transduci. Item rusticorum: nam et hic traditionem, et patientiam tuendam constat.

De partu an-
elle furtivæ, et
partu partus.

§. 2. Partus ancillæ furtivæ, qui apud bonæ fidei emptorem conceptus est, per hanc actionem petendus est: etiamsi ab eo qui emit, possessus non est. Sed heres furis hanc actionem non habet: quia vitiorum defuncti successor est.

§. 3. Interdum tamen, licet furtiva mater distracta non sit, sed donata ignorant mihi, et apud me conceperit et pepererit, competit mihi in partu Publiciana, ut Julianus ait: si modò eo tempore quo experiar, furtivam matrem ignorem.

§. 4. Idem Julianus generaliter dicit, ex qua causa matrem usucapere possem, si furtiva non esset, ex ea causa partum me usucapere, si furtivam esse matrem ignorabam. Ex omnibus igitur casibus Publicianam habebò.

§. 5. Idem est, et si ex partu partus est, etsi non natus, sed post mortem matris, ex secto ventre ejus, extractus est, ut et Pomponius libro quadragesimo scripsit.

De eo quod

§. 6. Idem ait, ædibus emptis, si fuerint

même. Les corps de ville ont le même droit lorsque la chose a été livrée à leurs esclaves ;

10. *Paul au liv. 19. sur l'Edit.*

Soit que l'esclave ait acheté la chose comme administrant son pécule ou autrement.

11. *Ulpien au liv. 16. sur l'Edit.*

Si la chose a été livrée à un tiers du consentement de l'acheteur, l'empereur Sévère a dit dans un rescrit que l'action Publicienne passoit à celui à qui la chose a été livrée.

1. L'action Publicienne a lieu en faveur de l'usufruitier à qui la délivrance de l'usufruit a été faite ; elle a lieu aussi dans les servitudes dues aux maisons lorsqu'elles ont été livrées, ou qu'elles sont établies sur l'usage de l'héritage et la patience du possesseur de l'héritage servant ; par exemple, si on souffert que quelqu'un fit passer un canal sous une maison. Il en est de même des servitudes dues aux terres, car on doit défendre celui à qui la tradition a été faite et qui a pour titre la patience du servant.

2. Si une femme esclave qui a été ravie, conçoit dans la maison de l'acheteur de bonne foi, son fruit sera revendiqué par l'action Publicienne, quoiqu'il n'ait jamais été possédé par l'acheteur ; mais l'héritier du ravisseur ne peut avoir cette action, parce qu'il succède à la mauvaise foi de son auteur.

3. Il arrive cependant quelquefois que la mère ayant été donnée et non vendue, et ayant conçu et accouché chez le donataire de bonne foi, celui-ci a l'action Publicienne pour revendiquer l'enfant qui est né d'elle, comme le rapporte Julien, en supposant que le donataire, au temps de la revendication, ignore encore que la mère ait été ravie.

4. Julien dit en général que dans tous les cas où on pourroit prescrire la mère, si elle n'eût point été ravie, on peut prescrire son fruit quand on ignore qu'elle l'a été : ainsi l'action Publicienne aura lieu dans tous ces cas.

5. Il en est de même s'il est né chez l'acheteur de bonne foi des enfans conçus par les enfans de la mère ravie, quand même ils ne seroient pas nés naturellement, mais tirés du sein de la mère par l'opération césarienne ; comme l'écrit Pomponius au livre quarante.

6. Le même jurisconsulte ajoute que ce-
lui

lui qui a acheté de bonne foi la maison d'un autre, peut, après qu'elle est détruite, revendiquer par l'action Publicienne tout ce qui en dépend.

7. Les accessoires survenus à un terrain par l'alluvion sont de même nature que le terrain lui-même; en sorte que si on n'a pas l'action Publicienne pour revendiquer le terrain, on ne l'aura pas non plus à l'égard des augmentations survenues. Au contraire si on a l'action Publicienne pour le terrain, elle s'étendra à la partie dont il aura été augmenté par l'alluvion; c'est aussi le sentiment de Pomponius.

8. Il dit aussi qu'on peut se servir de cette action pour revendiquer différentes parties coupées d'une statue qu'on a achetée de bonne foi.

9. Il dit encore que celui qui a acheté de bonne foi un terrain sur lequel il a bâti ensuite, pourra se servir de l'action Publicienne.

10. Enfin il ajoute que cette action est encore accordée à celui qui a acheté de bonne foi une maison, lors même qu'il ne reste plus que le terrain.

12. *Paul au liv. 19. sur l'Edit.*

Lorsque le fiancé ayant donné à sa fiancée un esclave appartenant à un autre, l'a ensuite reçu d'elle en dot, cet esclave, d'après un rescrit de l'empereur Antonin, doit être rendu à la femme si le divorce arrive avant que l'esclave soit prescrit, parce que la donation faite entre fiancés a été valable; ainsi la femme aura une exception à opposer si elle est en possession, et si elle vient à la perdre, elle pourra la recouvrer par l'action Publicienne, qu'elle intentera contre tout possesseur, soit étranger, soit contre le donateur lui-même.

1. Celui à qui une succession a été remise en vertu d'un fidéicommissaire à l'action Publicienne, quand même il n'aurait jamais eu les effets en sa possession.

2. L'action Publicienne a lieu pour revendiquer les terrains tributaires et les autres qu'on ne peut pas prescrire par le court espace de trois ans, en supposant qu'on ait été de bonne foi lors de la tradition.

3. Il en est de même de celui qui a acheté de bonne foi une maison qui devoit un droit au maître du terrain sur lequel elle étoit bâtie.

Tome I,

rint dirutæ, ea quæ ædificio accesserunt, hujusmodi actione petenda.

rei emptæ accesserunt, vel ex ea superest.

§. 7. Quod tamen per alluvionem fundo accessit, simile fit ei cui accedit: et ideò si ipse fundus Publiciana peti non potest, non hoc petetur: si autem potest, et ad partem quæ per alluvionem accessit: et ita Pomponius scribit.

§. 8. Idem adjicit, et si statuæ emptæ partes recisæ petantur, similem actionem proficere.

§. 9. Idem scribit: Si aream emero, et insulam in ea ædificavero, recte me Publiciana usurum.

§. 10. Item inquit: Si insulam emi, et ad aream ea pervenit, æquè potero uti Publiciana.

12. *Paulus lib. 19. ad Edictum.*

Cùm sponsus sponsæ servum donasset, eumque in dotem accepisset autè usucapionem, rescriptum est à divo Pio, divorcio facto restituendum esse servum: nam valuisse donationem inter sponsum et sponsam: dabitur ergo et possidenti exceptio: et, amissa possessione, Publiciana; sive extraneus, sive donator possideat.

De re à sponse sponsæ donata, et in dotem accepta.

§. 1. Is cui ex Trebelliano hereditas restituta est, etiamsi non fuerit nactus possessionem, uti potest Publiciana.

De fideicommissario universali.

§. 2. In vectigalibus, et in aliis prædiis quæ usucapi non possunt, Publiciana competit, si fortè bona fide mihi tradita sunt.

De vectigalibus et aliis prædiis, quæ usucapi non possunt.

§. 3. Idem est, et si superficiariam insulam à non domino bona fide emero.

De insula superficiali.

De re que nou-
poteat alienari.

§. 4. Si res talis sit, ut eam lex aut constitutio alienari prohibeat, eo casu Publiciana non competit: quia his casibus neminem prætor tuetur, ne contra leges faciat.

De servo non-
dum anniculo.

§. 5. Publiciana actione etiam de infante servo nondum anniculo uti possunt.

De partis peti-
tione.

§. 6. Si pro parte quis rem petere vult, Publiciana actione uti potest.

De momenti
possessione.

§. 7. Sed etiam is qui momento possedit, rectè hac actione experiretur.

De causis hu-
jus actionis.

13. *Gaius lib. 7. ad Edictum provinciale.*
Quæcumque sunt justæ causæ acquirendarum rerum, si ex his causis nacti res amiserimus, dabitur nobis, earum rerum persequendarum gratia, hæc actio.

§. 1. Interdum quibusdam nec ex justis possessionibus competit Publicianum judicium: namque pignoratitiæ et precariæ possessiones justæ sunt; sed ex his non solet competere tale judicium: illa scilicet ratione, quia neque creditor, neque is qui precario rogavit, eo animo nanciscitur possessionem, ut credat se dominum esse.

De eo qui à
pupillo emit.

§. 2. Qui à pupillo emit, probare debet, *tutore auctore lege non prohibente, se emisse.* Sed et si deceptus falso tutore auctore emerit, bona fide emisse videtur.

Si procurator
rens domino vo-
lente vendit, eo-
que invito tradat.

14. *Ulpianus lib. 16. ad Edictum.*
Papinianus libro sexto quæstionum scribit: Si quis prohibuit, vel denunciavit, *ex causa venditionis tradi rem quæ ipsius voluntate à procuratore fuerat distracta*, et is nihilominus tradiderit, emptorem tuetur prætor, sive possideat, sive petat rem: sed quod judicio empti procurator emptori præstiterit, contrario judicio mandati consequetur: potest enim fieri ut emptori res auferatur ab eo qui venire mandavit: quia per ignorantiam non est usus exceptione quam debuit opponere: veluti, *si non actor meus ex voluntate*

4. Dans les choses dont l'aliénation est défendue par la loi ou par quelque constitution des princes, l'action Publicienne ne peut avoir lieu; le préteur ne doit pas en pareille matière favoriser les acheteurs de bonne foi, parce qu'il contreviendrait aux lois.

5. On peut revendiquer par l'action Publicienne un esclave encore enfant, qui n'aurait pas même atteint l'âge d'un an.

6. On peut se servir de l'action Publicienne pour revendiquer seulement une partie d'une chose.

7. On peut même tenter régulièrement cette action, lorsqu'on n'a possédé qu'un seul instant.

13. *Gaius au liv. 7. sur l'Edit provincial.*

L'action Publicienne est accordée pour recouvrer la possession de toutes les choses qu'on a pu acquérir justement.

1. Quelquefois cependant cette action est refusée, quoiqu'on ait possédé à juste titre; car celui qui a possédé à titre de gage ou à titre de précaire, a possédé justement; mais cette possession ne donne pas lieu à l'action Publicienne, par la raison qu'un créancier ou celui qui possède à titre de précaire, n'est jamais dans l'intention d'acquérir la propriété de la chose qu'il possède.

2. Quand on a acheté d'un pupille, on doit prouver qu'il étoit autorisé par son tuteur, et qu'aucune loi n'empêchoit l'aliénation des biens qu'on a acquis de lui. Si cependant le pupille avoit présenté un faux tuteur pour l'autoriser, on seroit toujours regardé comme possesseur de bonne foi.

14. *Ulpien au liv. 16. sur l'Edit.*

Papinien écrit, au livre six des questions: Si quelqu'un défend et signifie qu'il s'oppose à ce qu'une chose vendue de son consentement par son fondé de procuration, soit livrée en conséquence de la vente, et que, nonobstant cette défense, le fondé de procuration en ait fait la délivrance, le préteur défendra l'acheteur, soit pour le maintenir dans sa possession, soit pour la lui faire recouvrer. Néanmoins, comme il pourroit arriver que l'acheteur fût évincé de la chose par le maître qui avoit chargé de la vendre, pour avoir négligé par ignorance

de lui opposer l'exception qu'il tient la chose de celui qui la vendoit de son consentement, le fondé de procuration sera obligé alors de lui rendre son prix avec les intérêts, mais il retirera tout ce qu'il aura été obligé de payer à l'acheteur à cet égard, par l'action de mandat qu'il a contre celui par qui il a été chargé de vendre.

15. *Pomponius au liv. 3. sur Sabin.*

Si mon esclave étant en fuite, achète de bonne foi une chose d'un vendeur qui n'en est pas le maître, j'ai à cet égard l'action Publicienne, quoiqu'il ne m'ait point acquis la possession de la chose qui lui a été livrée.

16. *Papinien au liv. 10. des Questions.*

Paul remarque que, pour se soustraire à l'action Publicienne, il faut opposer une exception tirée de ce qu'on a la véritable propriété.

17. *Nératius au liv. 3. des Feuilles.*

L'action Publicienne n'est pas introduite pour dépouiller le propriétaire de sa chose (ce qu'on peut prouver et par la raison d'équité, et par l'exception que le défendeur peut opposer en alléguant qu'il est véritable propriétaire); mais le but de cette action est de faire avoir la possession d'une chose à celui qui l'a achetée de bonne foi, et à qui elle a été livrée par préférence à tous autres possesseurs.

TITRE III.

DE LA REVENDICATION
D'UNE TERRE

Qu'on tient à bail emphytéotique.

1. *Paul au liv. 21. sur l'Édit.*

Les villes ont de deux sortes de terres; les unes sont sujettes à une imposition, et les autres n'y sont pas sujettes. Les premières sont des terres louées à perpétuité sous la condition de payer une rente moyennant laquelle on ne peut les ôter ni à ceux qui les ont louées, ni à leurs héritiers; les secondes sont celles qui sont louées à l'ordinaire.

1. Ceux qui ont reçu d'un corps de ville des terres à bail perpétuel, ne deviennent pas propriétaires; cependant on leur accorde

tua vendidit.

15. *Pomponius lib. 3. ad Sabinum.*

Si servus meus, cum in fuga sit, rem à non domino emat, Publiciana mihi competere debet, licet possessionem rei traditæ per eum nactus non sim.

De re empta à servo qui in fuga est.

16. *Papinianus lib. 10. Quæstionum.*

Paulus notat: Exceptio justî dominii Publicianæ objicienda est.

De exceptione dominii Publicianæ opponenda.

17. *Neratius lib. 3. Membranarum.*

Publiciana actio non idè comparata est, ut res domino auferatur (ejusque rei argumentum est primò æquitas, deindè exceptio si ea res possessoris non sit); sed ut is qui bona fide emit, possessionemque ejus ex ea causa nactus est, potius rem habeat.

TITULUS III.

SI AGER VECTIGALIS,
ID EST,

Emphyteuticarius, petatur.

1. *Paulus lib. 21. ad Edictum.*

AGRI civitatum alii *vectigales* vocantur, alii non. *Vectigales* vocantur, qui in perpetuum locantur, id est, hac lege ut tandiù pro illis vectigal pendatur, quandiù neque ipsis qui conduxerint, neque his qui in locum eorum successerunt, auferri eos liceat. *Non vectigales* sunt, qui ita colendi dantur, ut privatim agros nostros colendos dare solemus.

Agrorum divisio.

§. 1. Qui in perpetuum fundum fruedum conduxerunt à municipibus, quamvis non efficiantur domini, tamen placuit

De perpetua vel temporali conductione.

competere eis in rem actionem adversus quemvis possessorem : sed et adversus ipsos municipes.

2. *Ulpianus lib. 17. ad Sabinum.*
Ita tamen, si vectigal solvant.

3. *Paulus lib. 21. ad Edictum.*
Idem est, et si ad tempus habuerint conductum, nec tempus conductionis finitum sit.

une action en revendication contre tout autre possesseur, même contre le corps de ville ;

2. *Ulpien au liv. 17. sur Sabin.*
Pourvu qu'ils paient toujours la rente convenue.

3. *Paul au liv. 21. sur l'Edit.*
Il en est de même à l'égard de ceux qui tiennent ces terres en vertu d'un bail à longues années, tant que le temps du bail n'est pas expiré.

DIGESTORUM SEU PANDECTARUM

LIBER SEPTIMUS.

DIGESTE OU PANDECTES,

LIVRE SEPTIÈME.

TITULUS PRIMUS.

DE USUFRUCTU,

Et quemadmodum quis utatur fruatur.

1. *Paulus lib. 3. ad Vitellium.*

Definitio. **U**SUFRUCTUS est jus alienis rebus utendi fruendi, salva rerum substantia.

2. *Celsus lib. 18. Digestorum.*

Fundamentum. Est enim usufructus jus in corpore : quo sublato, et ipsum tolli necesse est.

3. *Gaius lib. 2. Rerum cottidianarum vel aureorum.*

Quibus modis. Omnium prædiorum, jure legati potest constitui usufructus, ut heres jubeatur, dare alicui usufructum. Dare autem intelligitur, si induxerit in fundum legatarium, eumve patiat uti frui. Et sine testamento autem si quis velit usufructum constituere, pactionibus, et stipulationibus id efficere potest.

Et quarum re- §. 1. Constituitur autem usufructus non

TITRE PREMIER.

DE L'USUFRUIT,

Et de la manière d'en jouir.

1. *Paul au liv. 3. sur Vitellius.*

L'USUFRUIT est le droit d'user et de jouir de la chose d'autrui en en conservant la substance.

2. *Celse au liv. 18. du Digeste.*

En effet l'usufruit est un droit qu'on a sur un corps, et qui doit par conséquent s'éteindre avec lui.

3. *Gaius au liv. 2. du Journal, ou du Livre d'or.*

On peut constituer un usufruit sur toutes sortes de biens fonds par un legs, en ordonnant à son héritier de donner à quelqu'un l'usufruit; et l'héritier sera censé avoir fait la délivrance du legs en mettant le légataire en possession du fonds, ou simplement en le laissant jouir. On peut encore constituer un usufruit par des conventions et des contrats.

1. L'usufruit peut être placé non-seule-